

# JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE GABONAISE

POUR LES ABONNEMENTS ET LES ANNONCES :  
"DIRECTION DES PUBLICATIONS OFFICIELLES" - LIBREVILLE - B. P. 563 - TEL. : 01 76 20 00.  
Ceux-ci sont payables d'avance, par mandat ou virement au nom de M. le Directeur "des Publications officielles" à Libreville  
Compte courant CDC N° 1150000915, Centre de Libreville.

## SOMMAIRE

### ACTES DE LA REPUBLIQUE GABONAISE

## SPECIAL

### COUR CONSTITUTIONNELLE

Décision n°004/CC du 21 janvier 2020 relative à la requête présentée par le Premier Ministre tendant au contrôle de constitutionnalité de la loi n°014/ 2019 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2020.....1

### PARLEMENT

Loi n°014/2019 du 22 janvier 2020 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2020.....2

### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Décret n°00002/PR du 22 janvier 2020 portant promulgation de la loi n°014/2019 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2020.....59



**ACTES DE LA REPUBLIQUE GABONAISE****COUR CONSTITUTIONNELLE**

*Décision n°004/CC du 21 janvier 2020 relative à la requête présentée par le Premier Ministre tendant au contrôle de constitutionnalité de la loi n°014/2019 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2020*

AU NOM DU PEUPLE GABONAIS ;  
LA COUR CONSTITUTIONNELLE ;

Vu la requête enregistrée au Greffe de la Cour le 10 janvier 2020, sous le n°419/GCC, par laquelle le Premier Ministre a soumis à la Cour Constitutionnelle, en vue d'un contrôle de constitutionnalité, la loi n°014/2019 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2020 ;

Vu la Constitution ;

Vu la loi organique n°9/91 du 26 septembre 1991 sur la Cour Constitutionnelle, modifiée par la loi organique n°004/2018 du 30 juillet 2018 ;

Vu la loi organique n°20/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget ;

Vu le règlement de procédure de la Cour Constitutionnelle n°035/CC/06 du 10 novembre 2006, modifié par le règlement de procédure de la Cour Constitutionnelle n°047/CC/2018 du 20 juillet 2018 ;

Le Rapporteur ayant été entendu ;

1-Considérant que par requête susvisée, le Premier Ministre a soumis à la Cour Constitutionnelle, en vue d'un contrôle de constitutionnalité, la loi n°014/2019 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2020 ;

2-Considérant qu'il résulte de l'examen de ladite loi qu'aucune de ses dispositions n'est entachée d'inconstitutionnalité ; qu'il échet donc de la déclarer conforme à la Constitution.

**D E C I D E :**

**Article 1<sup>er</sup>** : La loi n°014/2019 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2020 est conforme à la Constitution.

**Article 2** : La présente décision sera notifiée au requérant, au Président de la République, au Président du Sénat, au Président de l'Assemblée Nationale, communiquée au Ministre chargé de l'Economie et des Finances et publiée au Journal Officiel de la République Gabonaise ou dans un journal d'annonces légales.

Ainsi délibéré et décidé par la Cour Constitutionnelle en sa séance du vingt et un janvier deux mille vingt où siégeaient :

-Madame Marie Madeleine MBORANTSUO, Président ;

-Monsieur Hervé MOUTSINGA,

-Madame Louise ANGUE,

-Monsieur Christian BIGNOUMBA FERNANDES,

-Madame Lucie AKALANE,

-Monsieur Jacques LEBAMA,

-Monsieur Edouard OGANDAGA,

-Monsieur Sosthène MOMBOUA, membres ; assistés de Maître Nosthène NGUINDA, Greffier en Chef.

---

**PARLEMENT**

---

*Loi n°014/2019 du 22 janvier 2020 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2020*

L'ASSEMBLEE NATIONALE ET LE SENAT ONT DELIBERE ET ADOPTE ;  
LA COUR CONSTITUTIONNELLE A DECLARE CONFORME A LA CONSTITUTION ;  
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT, PROMULGUE LA LOI DONT LA TENEUR  
SUIT :

**Article 1<sup>er</sup>** : La présente loi, prise en application des dispositions combinées des articles 47 de la Constitution, 10, 11, 12 et 13 de la loi organique n°20/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget, détermine les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2020.

**PREMIERE PARTIE : DES CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER**

**TITRE I : DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES**

**CHAPITRE PREMIER : DES IMPOTS ET RESSOURCES AUTORISES**

*A- De l'autorisation de perception des ressources*

**Article 2** : Le Gouvernement est autorisé à percevoir les ressources correspondant aux prévisions contenues dans la présente loi en vue de couvrir les charges de l'Etat présentées en annexes.

Les ressources du budget résultent de l'application des dispositions du Code Général des Impôts, du Code et du Tarif des Douanes de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale, en abrégé C.E.M.A.C, des emprunts, des dons prévus en 2020 et des autres produits autorisés par les textes en vigueur ou résultant des décisions de justice ou des conventions.

**Article 3** : Les impôts et taxes en vigueur affectés aux collectivités locales et aux organisations communautaires restent applicables.

*B- Des dispositions fiscales*

**Article 4** : Les dispositions du Code Général des Impôts actuellement en vigueur sont modifiées ainsi qu'il suit :

« **Article 582 alinéa 2 nouveau** : Sont notamment soumises au droit de 2% visé à l'alinéa précédent, les reventes de véhicules terrestres à moteur de toute nature. La délivrance de la carte grise par les services du Ministère en charge des Transports est subordonnée à la présentation de l'acte de cession du véhicule dûment enregistré. »

**TITRE 1 : IMPOT SUR LES SOCIETES (IS)****CHAPITRE 1 : CHAMP D'APPLICATION DE L'IMPOT***Section 3 : Territorialité*

« **Article 7 nouveau** : Sous réserve des dispositions des conventions internationales, les bénéfices passibles de l'impôt sur les sociétés sont déterminés en tenant compte des bénéfices obtenus dans les entreprises exploitées ou sur les opérations réalisées au Gabon.

Il en est de même de la plus-value réalisée lors du transfert de droits sociaux de personnes dont l'actif est constitué majoritairement de tels droits ou de droits détenus directement ou indirectement dans une société située au Gabon. »

**CHAPITRE 2 : BENEFICES IMPOSABLES***Section 3 : Charges déductibles**Sous-section 1 : Frais généraux*

« **Article 11-I-2 alinéa 2** : Cependant, lorsqu'un associé détient directement ou indirectement au moins 10% des parts ou des actions d'une société, le produit de ses locations, autres que celles des immeubles, consenties à cette société ne peut être admis dans les charges de l'entreprise.

(Le reste sans changement).

**CHAPITRE 5 : PAIEMENT DE L'IMPOT***Section 1 : Modalités de recouvrement*

« **Article 23 alinéas 6 et 7** : La société située au Gabon dont les droits sont cédés est tenue de collecter et de reverser, à la caisse du receveur des impôts dans un délai d'un mois à compter de leur réalisation, le montant de l'impôt dû sur les plus-values de cessions des droits sociaux visées à l'article 7 alinéa 2 du présent Code.

En cas de défaillance de la société susvisée, les cessionnaires ou bénéficiaires de la plus-value réalisée sont solidaires du paiement de l'impôt.

(Le reste sans changement).

*Sous-section 2 : Charges financières*

« **Article 11-II-1 alinéa 2** : Les intérêts servis directement ou indirectement aux associés à raison des sommes qu'ils laissent ou mettent à la disposition de la société en sus de leur part de capital, quelle que soit la forme de la société, sont admis dans la limite de ceux calculés au taux des avances de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale, en abrégée B.E.A.C, majorés de deux points. »

**TITRE II : IMPOT SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES (IRPP)****CHAPITRE 3 : OBLIGATIONS DECLARATIVES**

« **Article 167 ter alinéa 1 nouveau** : Tous particuliers et toutes sociétés ou associations occupant des employés, commis, ouvriers ou auxiliaires, moyennant traitement, salaire ou rétribution, sont tenus de déposer au plus tard le 30 avril de chaque année au Centre des Impôts compétent, une déclaration annuelle des salaires présentant, pour chacune des personnes qu'ils ont employées au cours de l'année précédente, les indications suivantes :

- nom(s), prénom(s), emploi et adresse ;
- montant des traitements, salaires et rétributions payés, soit en argent, soit en nature pendant ladite année avant et après déduction des retenues pour retraite ;
- montant des retenues effectuées au titre de l'IRPP dans la catégorie des traitements, salaires, pensions et rentes viagères ;
- période à laquelle s'appliquent les paiements lorsqu'elle est inférieure à une année ;
- montant des indemnités pour frais d'emploi ou de service.

(Le reste sans changement).

**CHAPITRE 4 : CALCUL DE L'IMPOT***Section 1 : IRPP*

« **Article 172 nouveau** : Sont considérés comme étant à la charge du contribuable, à condition de n'avoir pas de revenus distincts de ceux qui servent de base à l'imposition de ce dernier, ses enfants légitimes, reconnus, adoptifs ou les enfants recueillis sur décision de justice au foyer :

- mineurs, d'une part ;
- majeurs, d'autre part, lorsqu'ils justifient de la poursuite de leurs études jusqu'à l'âge de 28 ans ou lorsqu'ils sont infirmes. »

**LIVRE 4 : DROITS D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE****TITRE 1 : DROITS D'ENREGISTREMENT****CHAPITRE 8 : DE LA FIXATION DES DROITS***Section 1 : Actes soumis aux droits fixes**Sous-section 3 : Actes soumis au droit proportionnel de 3%*

« **Article 583 alinéa 3** : La société située au Gabon dont les droits sont cédés est tenue de collecter et de reverser à la caisse du receveur des impôts dans un délai d'un mois, à compter de leur réalisation, le montant de l'impôt visé à l'alinéa 2 ci-dessus.

En cas de défaillance de la société susvisée, les cessionnaires ou bénéficiaires de la plus-value réalisée, sont solidaires du paiement de l'impôt.

(Le reste sans changement).

**CHAPITRE 9 : Des actes soumis à un visa spécial tenant lieu de l'enregistrement en débet, enregistrés gratis ou exempts de l'enregistrement***Section 2 : Actes à enregistrer gratis*

« **Article 640, alinéa 2 nouveau** : Pour bénéficier de la dispense, les entreprises et organismes ci-dessus doivent, préalablement à l'exécution du programme d'investissement, être titulaire d'un agrément délivré par arrêté du Ministre de l'Habitat après avis motivé de la Commission d'exonération. »

« **Article 640, alinéa 3** : La non-réalisation ou la réalisation partielle des investissements projetés, de même que la violation des dispositions légales et réglementaires entraînent le retrait de l'agrément et la taxation immédiate, sans préjudice des sanctions prévues aux articles P-996 et suivants du présent Code. »

**TITRE 2 : CONTROLE DE L'IMPOT****CHAPITRE 1 : DROIT DE CONTROLE***Section 2 : Modalités d'exercice du droit de contrôle**Sous-section 1 : Vérification surplace*

« **Article P-840 bis** : Par exception aux articles susvisés, l'administration fiscale peut effectuer des vérifications sur place en cas de découverte d'exercice d'activités occultes non déclarées et de non-respect des obligations déclaratives et de paiement, sans envoi préalable d'un avis de vérification.

Elle procède dans ce cas immédiatement à l'immatriculation du contribuable défaillant, à la détermination et au recouvrement des impositions dont il est redevable.

Les agents des impôts procèdent aux opérations ci-dessus sur présentation préalable d'un titre de mission à peine de nullité. »

*Section 3 : Procédure de redressement**Sous-section 1 : Procédure de redressement contradictoire*

« **Article P-847 alinéa 2** : Pour le décompte du délai prévu à l'alinéa 1er ci-dessus, il n'est pas tenu compte des jours fériés et des week-ends. »

*Sous-section 2 : Procédure de taxation d'office*

« **Article P-851 alinéa 3** : Le refus du contribuable ou son représentant de réceptionner des documents, pièces de procédures, actes de poursuites ou tout autre document à lui présenter, est constaté par l'agent des impôts sur un procès-verbal. La date du procès-verbal sert de point de départ au délai de mise en demeure de 7 jours préalables à la mise en place de la procédure de taxation d'office. »

(Le reste sans changement).

« **Article P-852- 6** : La procédure de taxation d'office s'applique également :

-aux personnes visées à l'article P-840 bis, sans mise en demeure préalable. »

« **Article P-853 alinéa 2** : En cas d'exercice d'activités occultes, non déclarées ou de non-respect des obligations déclaratives et de paiement, les impôts sont liquidés et mis en recouvrement immédiatement, sans envoi préalable d'une notification de redressement. »

**TITRE 3 : RECOUVREMENT DE L'IMPOT****CHAPITRE 2 : MODALITES DE RECOUVREMENT***Section 1 : Avis de mise en recouvrement*

« **Article 911 alinéa 3** : En cas de dépôt de déclaration sans paiement, les montants dus sont immédiatement mis en recouvrement par les services. »

« **Article 911 bis** : Nonobstant l'article précédent, le recouvrement des impôts dus pour les activités occultes, non déclarées ou défailtantes au regard des obligations déclaratives et de paiement, se fait au moyen d'un imprimé fourni par l'administration. »

**TITRE 4 : SANCTIONS****CHAPITRE 1 : SANCTIONS FISCALES***Section 3 : Pénalités particulières**Sous-section 9 bis : Dépôt tardif ou absence de dépôt d'une déclaration statistique et fiscale ou d'une déclaration annuelle des salaires*

« **Article P-1009 bis nouveau** : Le dépôt tardif ou l'absence de dépôt d'une déclaration statistique et fiscale ou d'une déclaration annuelle des salaires est sanctionné par une amende forfaitaire de 50 000 FCFA par mois avant mise en demeure. Cette amende est portée à 200 000 FCFA par mois de retard après mise en demeure de déclarer, sans toutefois excéder 5 000 000 FCFA. »

**TITRE 5 : CONTENTIEUX DE L'IMPOT****CHAPITRE 1 : CONTENTIEUX DE L'IMPOSITION***Section 3 : Conséquences des décisions prises sur les réclamations et des décisions des juridictions**Sous-section 1 : La compensation*

« **Article P-1089 alinéa 3** : Par dérogation aux dispositions du présent article, la compensation s'opère sur l'ensemble des dettes et des créances fiscales pour les contribuables qui cessent définitivement leurs activités. »



**DISPOSITIONS NON CODIFIEES***A- L'IMPOT SYNTHETIQUE LIBERATOIRE*

« **Article 13-I alinéa 2 nouveau** : Les tarifs de l'ISL sont déterminés selon la nature de l'activité conformément au tableau ci-après :

ACTIVITES	LBV, POG, FCV	Autres communes	Départements
Blanchisseur, pressing et laverie automatique	250.000	180.000	100.000
Electricité et climatisation automobile	450.000	250.000	170.000
Tôlerie peinture automobile	500.000	300.000	250.000
Appareils électroniques et accessoires (vente de)			
- Importation	500.000	250.000	165.000
-N'important pas	250.000	150.000	100.000
Salon de coiffure vente de produits cosmétiques			
-Hommes	120.000	100.000	85.000
-Dames	180.000	150.000	60.000
Moulin à écraser	165.000	150.000	130.000
Restaurant africain			
-vente boissons non alcoolisées	350.000	250.000	200.000
-sans boissons	190.000	165.000	135.000
E-banking & produits assimilés	185.000	170.000	165.000
Location de véhicules			
-1 à 10 véhicules	300.000	250.000	200.000
-Plus 10 véhicules	400.000	350.000	250.000
Mercerie	450.000	330.000	200.000
Ventes des fruits et légumes	350.000	200.000	165.000
Soudure (Atelier de)	500.000	350.000	200.000
Vente de boissons alcoolisées et à consommer sur place (bar)	150.000	135.000	100.000
Véhicules de remorquage/ dépannage	500.000	300.000	180.000
Ramassage de déchets domestiques	250.000	185.000	130.000
Glacier (crème)	180.000	160.000	135.000
Création de sites web	200.000	185.000	160.000
Téléphones et accessoires (Vente de)			
-Importation	540.000	350.000	250.000
-N'important pas	350.000	250.000	200.000
Vulcanisateur	100.000	100.000	65.000
Taxi (exploitant individuel)	200.000	150.000	100.000
Photographe			
- Importateur avec établissement fixe	500.000	250.000	175.000
- N'important pas avec établissement fixe	350.000	200.000	150.000
- Sans établissement fixe	250.000	150.000	100.000

(Le reste sans changement).

*B- LA PROCEDURE SPECIALE D'AIDE A LA REGULARISATION FISCALE*

**Article 5 :** Par l'effet des dispositions de la présente loi, il est institué, pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2022, une procédure spéciale d'aide à la régularisation fiscale.

Cette procédure, sans application de sanction, concerne les contribuables qui ont un passif fiscal latent et qui se présentent spontanément auprès des services fiscaux.

Pour les exercices ouverts avant le 1<sup>er</sup> janvier 2020, les contribuables peuvent introduire leur demande de régularisation fiscale jusqu'au 31 décembre 2022.

**Article 6 :** Sont éligibles à la procédure spéciale d'aide à la régularisation fiscale, les contribuables qui :

- n'ont jamais souscrit de déclaration d'existence ;
- ont souscrit une déclaration d'existence non suivie de déclarations périodiques ;
- sont régulièrement immatriculés et ayant découvert des erreurs ou omissions dans les déclarations fiscales servant de base au calcul de l'impôt dont ils sont redevables.

**Article 7 :** Les régularisations des situations fiscales opérées en application de la présente loi, emportent extinction des obligations fiscales, des contribuables bénéficiaires, exigibles au titre de la période visée à l'article 5 ci-dessus par dérogation aux articles P-992 à P-994 du Code Général des Impôts.

**Article 8 :** Les contribuables en cours de vérification ne peuvent bénéficier de la procédure spéciale de régularisation.

**Article 9 :** Les contribuables admis à la procédure spéciale de régularisation sont tenus de respecter toutes leurs obligations fiscales pour les périodes ultérieures sous peine de révocation des avantages consentis.

**DISPOSITIONS DIVERSES**

**Article 10 :** Les dispositions de l'article 15 de la loi n°047/2018 du 30 janvier 2019 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2019 sont modifiées ainsi qu'il suit :

« **Article 15 nouveau :** Sont redevables de la Contribution pour la salubrité publique, toutes les personnes physiques ou morales disposant d'un contrat d'abonnement d'électricité.

Les gabonais économiquement faibles sont exonérés de cette contribution ».

**Article 11 :** Tout véhicule ferroviaire utilisé pour une activité de transport public, de marchandises ou de voyageurs, donne droit à la délivrance d'un certificat d'immatriculation au détenteur dudit véhicule. La délivrance du certificat ouvre droit à la perception d'une redevance définie par voie législative.

**Article 12 :** Tout véhicule ferroviaire utilisé pour une activité de transport de marchandises ou de voyageurs donne droit à la délivrance d'une licence d'exploitation délivrée par l'Autorité de Régulation des Transports Ferroviaires. La délivrance de la licence d'exploitation ouvre droit à la perception d'une redevance définie par voie législative.

**Article 13 :** Tout véhicule ferroviaire utilisé pour une activité de transport de marchandises ou de voyageurs donne droit à la délivrance d'un certificat de sécurité délivré par l'Autorité de Régulation des Transports Ferroviaires. La délivrance du certificat de sécurité ouvre droit à la perception d'une redevance définie par voie législative.

**Article 14 :** Le produit des redevances prévues aux articles 11, 12 et 13 est versé au Trésor Public qui affecte cette recette à l'Autorité de Régulation des Transports Ferroviaires, en abrégé ARTF.

**Article 15 :** L'immatriculation des navires au registre International des navires ouvre droit à la perception des frais d'immatriculation payés par l'armateur et dont les modalités sont fixées par voie législative.

**Article 16 :** La TVA relative au transport ferroviaire sur le Fret Marchandises, collectée sur une période de quatre années à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, est affectée au financement des travaux de réhabilitation des 24 zones instables du Transgabonais.

Le cumul de ladite TVA concédée sur la période ci-dessus définie ne peut excéder la somme de 30.000.000.000 FCFA.

**Article 17 :** Il est ouvert un compte séquestre à la BEAC alimenté par une partie des taxes reversées par les entreprises Olam Palm Gabon SA, Olam Rubber SA et Gabon Spécial Economique Zone SA et ses affiliés au cours de l'exercice 2020. Ce compte est destiné au financement des études relatives aux travaux préliminaires de la TRANSGABONAISE dans le cadre d'un partenariat-public-privé entre la Société Autoroutière du Gabon (SAG) et l'Etat gabonais. Le solde du compte séquestre susmentionné est plafonné à la somme de 5.000.000.000 FCFA. Les conditions d'utilisation du montant versé sur le compte séquestre sont fixées dans le Contrat de partenariat signé en date du 24 octobre 2019 entre la Société Autoroutière du Gabon (SAG) et l'Etat gabonais.

Sont approuvées et rendues exécutoires, les stipulations fiscales contenues dans les conventions de marchés publics signées le 24 octobre 2019 entre l'Etat gabonais et le Groupe MERIDIAM, relatives à la réalisation des travaux de la route nationale 1 et à la construction du barrage hydroélectrique Kinguélé Aval.

Les dispositions du présent article prennent effet rétroactivement pour le compte de la date d'entrée en vigueur desdites conventions.

**Article 18 :** Il est institué une redevance de concession au profit des activités aéronautiques nationales. Celle-ci est prélevée sur les sommes générées par les concessions des aéroports de Libreville.

Le niveau de ce prélèvement est plafonné à la somme de 1.000.000.000 FCFA par an.

## CHAPITRE 2 : DE L'EVALUATION DES RECETTES BUDGETAIRES

**Article 19 :** Les recettes budgétaires sont évaluées et arrêtées à deux mille cent soixante-deux milliards trois cent soixante-huit millions neuf cent soixante-dix-huit mille trois cent soixante-seize (2.162.368.978.376) FCFA dont dix-sept milliards cent trois millions cinq cent quarante-un mille neuf cent trente-six (17.103.541.936) FCFA au titre des dons.

Ces recettes sont réparties ainsi qu'il suit (en millions de FCFA) :

**Tableau synthèse de l'évaluation des recettes budgétaires**

RECETTES BUDGETAIRES	LFI 2019	LF 2020	Ecart LFI 2019/LF 2020	
			Valeur	%
<b>Titre 1 : Recettes fiscales</b>	1 330 257	1 465 410	135 153	10,16%
<b>Titre 2 : Dons, legs et fonds de concours</b>	3 458	17 104	13 646	394,64%
<b>Titre 3 : Cotisations sociales</b>	41 340	41 372	32	0,08%
<b>Titre 4 : Autres recettes</b>	738 364	638 484	- 99 881	-13,53%
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>2 113 419</b>	<b>2 162 369</b>	<b>48 950</b>	<b>2,32%</b>

Le détail de ces recettes, sans affectation préalable, se présente en millions de FCFA, comme suit :

**Tableau détaillé de l'évaluation des recettes budgétaires (1/2)**

Article	Nature de la recette	LFI 2019	LF 2020	Ecart LFI 2019/LF 2020	
				Valeur	%
	<b>TITRE 1 : RECETTES FISCALES</b>	<b>1 330 257</b>	<b>1 465 410</b>	<b>135 153</b>	<b>10%</b>
<b>0.100</b>	<b>Impôts sur les sociétés</b>	<b>374 077</b>	<b>492 183</b>	<b>118 106</b>	<b>32%</b>
0.103	Sociétés pétrolières	105 440	170 034	64 594	61%
0.104	Sociétés minières	67 558	90 106	22 548	33%
0.105	Retenues à la source	25 775	28 654	2 880	11%
0.119	Autres sociétés	175 304	203 389	28 085	16%
<b>0.120</b>	<b>Impôts sur les personnes</b>	<b>138 272</b>	<b>152 636</b>	<b>14 364</b>	<b>10%</b>
<b>0.121</b>	Impôts sur le revenu des personnes physiques	55 795	65 761	9 967	18%
<b>0.124</b>	Acomptes versés par les salariés	54 121	56 999	2 878	5%
<b>0.127</b>	Taxe complémentaire sur les salaires	28 318	29 823	1 506	5%

Article	Nature de la recette	LFI 2019	LF 2020	Ecart	
				LFI 2019/LF 2020	
0.128	Impôts forfaitaires sur le revenu	39	53	14	35%
<b>12.20</b>	<b>Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers</b>	<b>23 907</b>	<b>28 524</b>	<b>4 618</b>	<b>19%</b>
0.130	Taxe de formation professionnelle	2 296	2 411	115	5%
0.160	Droits et taxes sur la propriété	36 932	24 008	-12 924	-35%
0.147	Droits de mutations	24 429	17 947	-6 482	-27%
0.163	Taxe spéciale immobilière sur les loyers (TSIL)	12 503	6 061	-6 441	-52%
0.180	Taxes sur les biens et services	411 973	403 927	-8 046	-2%
0.181	Redevance d'Usure de la Route	17 939	13 043	-4 896	-27%
0.183	Taxe sur les carburants	1 558	2 143	585	38%
0.184	Taxe sur la valeur ajoutée	319 253	309 709	-9 545	-3%
0.186	Droits d'accises	19 227	23 273	4 046	21%
0.188	Taxe sur les jeux de hasard	920	1 059	138	15%
0.189	Taxe sur les Transferts	4 692	4 464	-228	-5%
0.156	Taxes diverses (contrats d'assurances, autres)	8 133	8 652	519	6%
0.190	Contribution Spéciale de solidarité	18 523	24 273	5 751	31%
	Redevance audiovisuelle	1 899	2 032	133	7%
	Taxe sur les véhicules de luxe	2 643	1 291	-1 352	-51%
	Taxe immatriculation personnalisée	497	268	-229	-46%
	Redevance Universelle	2 394	2 394	0	0%
	Contribution Spéciale de l'Eau	1 300	1 021	-279	-21%
	Contribution Spéciale de l'Electricité	8 000	6 823	-1 177	-15%
	Ristournes Licence de transports	150	175	25	17%
	Ristournes Cartes grises	198	124	-74	-38%
	Ristournes Permis de conduire	152	95	-57	-38%
	Ristournes DG Forêts	1 500	1 274	-226	-15%
	Amendes DG Forêts	100	85	-15	-15%
	Ristournes DG Pêches et de l'aquaculture	1 350	1 147	-203	-15%
	Ristournes DG Environnement et de la Protection de la nature	35	30	-5	-15%
	Ristournes DG Marine Marchande	650	552	-98	-15%
	Ristournes AGASA	859	0	-859	-100%
0.300	Droits et taxes de douanes	313 830	334 930	21 100	7%
	Droits et taxes à l'importation	289 830	312 850	23 020	8%
	Taxe Communautaire d'Intégration	3 159	3 380	221	7%
	Contribution Communautaire d'Intégration	2 829	3 030	201	7%
	Prélèvement OHADA	355	380	25	7%
	Contribution au financement de l'U.A.	547	590	43	8%
	Redevance informatique	17 040	18 830	1 790	11%
	Contentieux (Amendes)	1 218	1 300	82	7%
	Travail Extra Légal	42	40	-2	-4%
	Droit de douane import	117 790	126 060	8 270	7%
	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	117 919	126 930	9 011	8%
	Droit d'accises	19 209	21 940	2 731	14%
	Surtaxe temporaire	69	70	1	1%

Tableau détaillé de l'évaluation des recettes budgétaires (2/2)

Article	Nature de la recette	LFI 2019	LF 2020	Ecart	
				LFI 2019/LF 2020	
				Valeur	%
	Intérêt de crédit	846	870	24	3%
	Contribution Spéciale de Solidarité (CSS)	8 717	9 330	613	7%
	Magasinage	73	80	7	10%
	Contrôle spécifique (instruments de mesure)	18	20	2	14%
	<b>Droits et taxes à l'exportation</b>	<b>24 000</b>	<b>22 080</b>	<b>-1 920</b>	<b>-8%</b>
0.301	Droit de sortie	20 096	19 010	-1 086	-5%
	Taxe d'abatage	3 759	2 830	-929	-25%
	Timbre Douanier	10	10	0	0%
	Taxe sur les produits minéraux	136	230	94	70%
	<b>Autres recettes fiscales</b>	<b>28 969</b>	<b>26 790</b>	<b>-2 179</b>	<b>-8%</b>
0.138	Pénalités sur le revenu et les bénéfices	20 777	18 741	-2 036	-10%
0.192	Autres taxes	8 192	8 049	-143	-2%
<b>0.400</b>	<b>TITRE 2 : DONNS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS</b>	<b>3 458</b>	<b>17 104</b>	<b>13 646</b>	<b>395%</b>
	Dons, legs et fonds de concours	3 458	17 104	13 646	395%
	<b>TITRE 3 : COTISATIONS SOCIALES</b>	<b>41 340</b>	<b>41 372</b>	<b>32</b>	<b>0%</b>
	Cotisations retraites (y compris agents publics en détachement)	30 166	28 376	-1 789	-6%
	Cotisations CNAMGS	11 174	12 995	1 821	16%
	<b>TITRE 4 : AUTRES RECETTES</b>	<b>738 364</b>	<b>638 484</b>	<b>-99 881</b>	<b>-14%</b>
<b>0.210</b>	<b>Revenus des participations</b>	<b>3 413</b>	<b>3 571</b>	<b>158</b>	<b>5%</b>
0.211	Participations dans les sociétés pétrolières	1	0	-1	-100%
0.213	Participations dans les autres sociétés	3 411	3 571	159	5%
<b>0.250</b>	<b>Revenus du domaine foncier</b>	<b>6 010</b>	<b>1 654</b>	<b>-4 356</b>	<b>-72%</b>
<b>0.260</b>	<b>Revenus du domaine pétrolier</b>	<b>626 112</b>	<b>514 233</b>	<b>-111 879</b>	<b>-18%</b>
0.261	Redevance pétrolière	314 564	278 082	-36 482	-12%
0.262	Contrat de partage	269 543	203 042	-66 501	-25%
0.265	<i>dont transferts à SOGARA</i>	<i>46 331</i>	<i>68 300</i>	<i>21 969</i>	<i>47%</i>
0.263	Redevance superficière	1 228	3 110	1 881	153%
0.264	Boni sur attribution de permis	40 776	30 000	-10 776	-26%
<b>0.270</b>	<b>Revenus du domaine minier</b>	<b>5 327</b>	<b>5 584</b>	<b>257</b>	<b>5%</b>
<b>0.290</b>	<b>Revenus du domaine forestier</b>	<b>8 455</b>	<b>4 135</b>	<b>-4 320</b>	<b>-51%</b>
<b>0.300</b>	<b>Recettes diverses non fiscales</b>	<b>63 049</b>	<b>59 308</b>	<b>-3 741</b>	<b>-6%</b>
0.310	Recettes de régies (Recettes affectées)	35 311	34 612	-699	-2%
	. Patentes	4 762	5 821	1 058	22%
	. Licences	558	1 462	904	162%
	. Foncier bâti	7 175	7 590	415	6%
	. Foncier non bâti	3 635	1 738	-1 897	-52%
	. Impôt Synthétique Libérateur	2 738	2 347	-391	-14%
	. Fonds National de l'Habitat	4 442	5 175	732	16%
	. Contribution pour les ordures ménagères	12 000	10 480	-1 520	-13%
	Redevance Examen et Concours	1 145	1 030	-114	-10%
	Ristourne sur Commission-ANBG	22	0	-22	-100%
	Ristourne sur Amendes et divers-ANUTTC	1 050	0	-1 050	-100%
	Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	397	357	-40	-10%
	Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	101	91	-10	-10%
	Ristournes issues des contrôles-DG Travail	600	540	-60	-10%
0.339	Autres recettes	24 422	22 676	-1 746	-7%
	<b>Ventes de biens et services</b>	<b>26 000</b>	<b>50 000</b>	<b>24 000</b>	<b>92%</b>
	<b>TOTAL RECETTES PROPRES</b>	<b>2 113 419</b>	<b>2 162 369</b>	<b>48 950</b>	<b>2%</b>









*A- Des dispositions relatives aux budgets annexes et aux comptes spéciaux*

**Article 21 :** Les recettes collectées au profit des comptes spéciaux, en vue de couvrir leurs charges, sont imputées aux comptes correspondants ouverts à cet effet dans les livres du Trésor Public.

**Article 22 :** Les comptes d'affectation spéciale, intitulés Pensions, Prestations familiales et sociales, Promotion du sport, Promotion audiovisuelle et cinématographique, Formation pour l'emploi, Service universel des communications électroniques, Financement de l'habitat et Gestion du patrimoine routier et contrôle de la qualité des carburants sont reconduits.

**Article 23 :** Il est créé un compte d'affectation spéciale intitulé Service public de l'eau et de l'électricité destiné à la création et l'entretien des réseaux d'eau et d'éclairage publics.

**Article 24 :** Le compte d'affectation spéciale intitulé Service public de l'eau et de l'électricité, retrace :

**En recettes :**

- contribution spéciale de l'eau ;
- contribution spéciale de l'électricité.

**En dépenses :**

- consommations en eau et en électricité des collectivités locales ;
- développement et entretien des installations d'eau à usage public ;
- travaux d'entretien des réseaux d'éclairage public et des installations ;
- travaux d'extension des réseaux d'éclairage public et des installations.

**Article 25 :** Il est créé un compte d'affectation spéciale intitulé Salubrité publique destiné à l'assainissement et à la gestion des déchets des collectivités locales.

**Article 26 :** Le compte d'affectation spéciale intitulé Salubrité publique, retrace :

**En recettes :**

- redevance de la salubrité publique ;

**En dépenses :**

- ramassage de déchets ;
- curage des caniveaux ;
- balayage des rues ;
- construction des centres de traitement et de stockage.

**Article 27 :** Pour tous les comptes d'affectation spéciale, à l'exception de ceux relatifs aux Pensions et aux Prestations familiales et sociales, les frais de gestion ne peuvent excéder 10% des ressources générées par ces comptes.

Les frais de gestion du compte d'affectation spéciale Pensions sont fixés à 5% et sont uniquement calculés sur la part patronale de l'Etat des dépenses de pension.

Les frais de gestion ne s'appliquent pas au compte d'affectation spéciale Prestations familiales et sociales.

**Article 28 :** La part patronale, au titre des pensions des agents publics, alimentant le compte d'affectation spéciale Pensions pour l'année 2020 est fixée à 31.391.000.000 FCFA.

**Article 29 :** Les ressources collectées au profit des comptes spéciaux visés aux articles 22, 23 et 25, ci-dessus, en vue de couvrir les prestations y relatives, sont imputées aux sous-comptes du Compte Unique du Trésor ouverts à cet effet dans les livres du Trésor Public.

**Article 30 :** La création de toute nouvelle recette affectée et de tout prélèvement assimilé est subordonnée à une évaluation préalable de son rendement, de son impact sur l'inflation et de sa contribution à la mise en œuvre de la politique publique visée.

Cette évaluation préalable doit être transmise au Parlement.

*B- Des attributions de produits*

**Article 31 :** Les recettes tirées de la rémunération de prestations régulièrement fournies par certains services de l'Etat font l'objet d'attribution de produits, conformément aux dispositions des textes en vigueur.

La recette n'est définitivement acquise au bénéficiaire qu'après réalisation des prestations qui lui incombent.

**Article 32 :** Les plafonds de dépenses liées aux recettes affectées, fixés par la présente loi de finances, peuvent être levés en cas d'excédent sur les prévisions initiales. La levée de ces plafonds est effectuée par le Responsable de la régulation budgétaire à la demande dûment motivée du bénéficiaire.

**Article 33 :** Les dispositions relatives aux attributions de produits, autorisées dans les lois de finances antérieures, concernant les recettes ci-dessous sont abrogées :

- ristournes sur amendes et pénalités affectées à la Direction Générale des Forêts ;
- ristournes sur amendes et pénalités affectées à la Direction Générale des Pêches et de l'Aquaculture ;
- ristournes sur amendes et pénalités affectées à la Direction Générale de l'Environnement et de la Protection de la Nature ;
- ristournes sur amendes et pénalités affectées à la Direction Générale de la Marine Marchande ;
- redevance informatique affectée à la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects ;
- contentieux et amendes affectés à la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects ;
- travail extra légal affecté à la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects ;
- magasinage affecté à la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects ;
- contrôle spécifique, instruments de mesure affectés à la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects ;
- pénalités sur le revenu et les bénéfices affectées à la Direction Générale des Impôts ;
- contentieux TVA affectés à la Direction Générale des Impôts ;
- contentieux TSIL affectés à la Direction Générale des Impôts ;
- fonds de péréquation des collectivités affecté aux Collectivités Locales ;
- amendes affectées à l'AGASA ;
- ristourne sur commission affectée à l'ANBG ;
- ristourne sur amendes et divers affectée à l'ANUTTC ;
- taxe sur les jeux de hasard affectée à l'ANPN ;
- contribution spéciale de solidarité / GEF affectée à la CNAMGS ;
- cotisations des agents affectées à la CNAMGS ;
- Fonds Spécial Eau affecté au CNEE ;
- Fonds Spécial Electricité affecté au CNEE.

**Article 34 :** Au titre de l'exercice 2020, sont bénéficiaires des attributions de produits visées à l'article 31 ci-dessus, les entités ci-après :

BENEFICIAIRES	MONTANT (En millions de FCFA)		Ecart LFI 2019/LF 2020	
	LFI 2019	LF 2020	Valeur	%
<b>Attributions de Produits et autres recettes affectées</b>	<b>58 335</b>	<b>2 176</b>	-56 159	-96%
DG Santé (Lutte contre le tabagisme)	192	0	-192	-100%
Licence de transports (DGTT)	60	70	10	17%
Cartes grises (DGTT)	79	50	-30	-38%
Permis de conduire (DGTT)	61	38	-23	-38%
DG Forêts	640	0	-640	-100%
DG Pêches et de l'aquaculture	540	0	-540	-100%
DG Environnement et de la Protection de la nature	14	0	-14	-100%
DG Marine Marchande	260	0	-260	-100%
DG Douanes (Redevance informatique)	3 408	0	-3 408	-100%
DG Douanes (Contentieux/Amendes)	244	0	-244	-100%
DG Douanes (Travail Extra Légal)	8	0	-8	-100%
DG Douanes (Magasinage)	15	0	-15	-100%
DG Douanes (Contrôle spécifique (instruments de mesure))	4	0	-4	-100%
DG Impôts (Pénalités sur le revenu et les bénéfices)	4 155	0	-4 155	-100%
DG Impôts (contentieux TVA)	1 596	0	-1 596	-100%
DG Impôts (contentieux TSIL)	625	0	-625	-100%
Redevance Examen et concours	1 145	1 030	-114	-10%
Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	397	357	-40	-10%
Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	101	91	-10	-10%
Ristournes issues des contrôles-DG Travail	600	540	-60	-10%
CNAMGS (GEF)	27 240	0	-27 240	-100%
CNAMGS (Agents Publics)	11 174	0	-11 174	-100%
ANPN	92	0	-92	-100%
Fonds de Péréquation des collectivités	550	0	-550	-100%
CNEE (Fonds Spécial Eau)	520	0	-520	-100%
CNEE (Fonds Spécial Electricité)	3 200	0	-3 200	-100%
AGASA	343	0	-343	-100%
Ristourne sur Commission-ANBG	22	0	-22	-100%
Ristourne sur Amendes et divers-ANUTTC	1 050	0	-1 050	-100%

#### CHAPITRE 4 : DES PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES

##### A- Des dispositions relatives aux collectivités locales

**Article 35 :** L'ensemble des ressources des collectivités locales est affecté au financement de l'ensemble de leurs charges.

**Article 36 :** Pour l'année budgétaire 2020, les prélèvements opérés au profit des collectivités locales sont évalués à vingt-cinq milliards deux cent cinq millions quatre cent vingt-huit mille cent dix (25.205.428.110) FCFA, et se répartissent comme suit :

Nature de la recette	Montant (en millions de FCFA)		Ecart LFI 2019/LF 2020	
	LFI 2019	LF 2020	Valeurs	%
Impôts sur le revenu des personnes physiques	0	5 590	5 590	-
Acomptes versés par les salariés	0	4 845	4 845	-
Taxe sur les carburants	1 091	1 500	409	38%
Patentes	3 334	4 074	741	22%
Licences	391	1 024	633	162%
Foncier bâti	5 022	5 313	291	6%
Foncier non bâti	2 545	1 217	-1 328	-52%
ISL	1 917	1 643	-274	-14%
Contribution pour les ordures ménagères	12 000	0	-12 000	-100%
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>26 299</b>	<b>25 205</b>	<b>-1 094</b>	<b>-4%</b>

*B- Des dispositions relatives aux organismes internationaux*

**Article 37 :** Les recettes ci-après, prélevées au cordon douanier sont rétrocédées directement au profit des organismes communautaires auxquels le Gabon est affilié, en vue de couvrir leurs charges. Elles sont imputées aux comptes correspondants ouverts dans les livres du Trésor.

Il s'agit notamment :

- de la contribution communautaire d'intégration, en abrégé CCI, pour le compte de la CEEAC ;
- de la taxe communautaire d'intégration, en abrégé TCI, pour le compte de la CEMAC ;
- du prélèvement au profit de l'OHADA ;
- de la contribution à l'Union Africaine.

**Article 38 :** Le montant des prélèvements au profit des organismes internationaux est évalué à sept milliards trois cent quatre-vingt millions (7.380.000.000) FCFA au titre de l'année 2020. Il se répartit comme suit :

Titres et catégories	Montant (en millions de FCFA)		Ecart LFI 2019/LF 2020	
	LFI 2019	LF 2020	Valeurs	%
<i>Contributions Communautaires</i>	<b>6 890</b>	<b>7 380</b>	490	7,10%
Taxe Communautaire d'Intégration	3 159	3 380	221	6,99%
Contribution Communautaire d'Intégration	2 829	3 030	201	7,09%
Prélèvement OHADA	355	380	25	7,07%
Contribution à l'Union Africaine	547	590	43	7,88%

*C- Des dispositions relatives aux établissements publics*

**Article 39 :** Les recettes concédées par l'Etat aux établissements publics sont estimées à quarante-six milliards sept cent quatre millions six cent huit mille deux cent quatre (46.704.608.204) FCFA, conformément aux dispositions en vigueur, sont détaillées ainsi qu'il suit :

Nature de la recette	Montant (en millions de FCFA)		Ecart LFI 2019/LF 2020	
	LFI 2019	LF 2020	Valeurs	%
Taxe sur les jeux de hasard (ANPN)	92	106	14	15%
Contribution Spéciale de Solidarité/GEF (CNAMGS)	27 240	33 603	6 363	23%
CNAMGS (Agents Publics)	11 174	12 995	1 821	16%
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>38 506</b>	<b>46 705</b>	<b>8 198</b>	<b>55%</b>

**TITRE II : DES PLAFONDS ET DISPOSITIONS RELATIVES AUX DEPENSES**

**Article 40** : Les dépenses du budget de l'Etat pour l'année 2020, sont arrêtées à deux mille cinquante et un milliards sept cent trois millions trois cent quatre-vingt-seize mille quatre cent neuf (2.051.703.396.409) FCFA.

Elles comprennent :

-les dépenses du budget général, arrêtées à mille neuf cent vingt-six milliards neuf cent soixante-huit millions trente-trois mille quatre cent sept (1.926.968.033.407) FCFA dont deux milliards cent soixante-seize millions cent trente-un mille quatre cent cinquante (2.176.131.450) FCFA en attribution de produits (ADP) aux administrations centrales, hors contributions aux organismes communautaires, subventions aux collectivités locales et prélèvement aux établissements publics ;

-les dépenses des comptes d'affectation spéciale, chiffrées à cent vingt-quatre milliards sept cent trente-cinq millions trois cent soixante-trois mille deux (124.735.363.002) FCFA.

Tableau des plafonds de dépenses du budget général (1/2)

Titres et catégories	LF 2019	LF 2020	Ecart LFI 2019/LF 2020	
			Valeur	%
<b>Titre 1. Charges financières de la dette</b>	<b>255 594</b>	<b>240 832</b>	<b>-14 762</b>	<b>-6%</b>
<b>Extérieure</b>	<b>164 160</b>	<b>159 408</b>	<b>-4 751</b>	<b>-3%</b>
<b>Intérêts sur emprunts extérieurs-courants</b>	<b>152 160</b>	<b>147 408</b>	<b>-4 751</b>	<b>-3%</b>
<i>Bilatéraux</i>	20 328	20 362	34	0%
<i>Multilatéraux</i>	29 938	25 340	-4 598	-15%
<i>Banques</i>	23 389	10 729	-12 660	-54%
<i>Marchés Financiers</i>	78 505	90 978	12 473	16%
<b>Intérêts-commissions et frais</b>	<b>12 000</b>	<b>12 000</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>
<i>Pertes sur change</i>	8 000	8 000	0	0%
<i>Commission et frais-extérieur DGD</i>	4 000	4 000	0	0%
<b>Intérieur</b>	<b>91 435</b>	<b>81 424</b>	<b>-10 011</b>	<b>-11%</b>
<b>Intérieurs-DGD</b>	<b>77 429</b>	<b>65 698</b>	<b>-11 731</b>	<b>-15%</b>
<i>Intérêts sur emprunts intérieurs-courants</i>	77 429	65 698	-11 731	-15%
<i>Banques intérieures</i>	26 789	22 598	-4 192	-16%
<i>Moratoires</i>	15 488	12 512	-2 976	-19%
<i>Marchés Financiers</i>	35 152	30 589	-4 563	-13%
<b>Trésor-dette</b>	<b>14 005</b>	<b>15 725</b>	<b>1 720</b>	<b>12%</b>
<i>Tirage FMI (intérêts)</i>	2	-2	-100%	
<i>Facilités de caisse</i>	4 496	4 204	-292	-7%
<i>Bons du Trésor Assimilables</i>	8 370	10 443	2 073	25%
<i>Autres frais bancaires</i>	1 136	1 079	-57	-5%
<b>Titre 2. Dépenses de personnel</b>	<b>672 760</b>	<b>661 034</b>	<b>-11 726</b>	<b>-2%</b>
<b>Rémunérations du personnel</b>	<b>672 760</b>	<b>661 034</b>	<b>-11 726</b>	<b>-2%</b>
<i>dont Solde permanente</i>	610 760	608 034	-2 726	0%
<i>Rémunérations autres catégories de salariés</i>	47 000	38 000	-9 000	-19%
<i>Primes et indemnités des fonctionnaires</i>	15 000	15 000	0	0%
<b>Titre 3. Dépenses de biens et services</b>	<b>288 538</b>	<b>252 248</b>	<b>-36 291</b>	<b>-13%</b>
<i>Remboursement TVA</i>	115 294	89 215	-26 079	-23%
<i>Autres biens et services</i>	159 101	160 857	1 756	1%
<i>Attributions de Produits</i>	14 144	2 176	-11 968	-85%
DG Santé (Lutte contre le tabagisme)	192	0	-192	-100%
Licence de transports (DGTT)	60	70	10	17%
Cartes grises (DGTT)	79	50	-30	-38%
Permis de conduire (DGTT)	61	38	-23	-38%
DG Forêts	640	0	-640	-100%
DG Pêches et de l'aquaculture	540	0	-540	-100%
<i>DG Environnement et de la Protection de la nature</i>	14	0	-14	-100%
DG Marine Marchande	260	0	-260	-100%
DG Douanes (Redevance informatique)	3 408	0	-3 408	-100%
DG Douanes (Contentieux/Amendes)	244	0	-244	-100%
DG Douanes (Travail Extra Légal)	8	0	-8	-100%
DG Douanes (Magasinage)	15	0	-15	-100%
DG Douanes (Contrôle spécifique (instruments de mesure))	4	0	-4	-100%

## Tableau des plafonds de dépenses du budget général (2/2)

Titres et catégories	LFI 2019	LF 2020	Ecart LFI 2019/LF 2020	
			Valeur	%
DG Impôts (Pénalités sur le revenu et les bénéfiques)	4 155	0	-4 155	-100%
DG Impôts (contentieux TVA)	1 596	0	-1 596	-100%
DG Impôts (contentieux TSIL)	625	0	-625	-100%
Redevance Examen et Concours	1 145	1 030	-114	-10%
Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	397	357	-40	-10%
Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	101	91	-10	-10%
Ristournes issues des contrôles-DG Travail	600	540	-60	-10%
<b>Titre 4. Dépenses de transfert</b>	<b>245 435</b>	<b>168 761</b>	<b>-76 673</b>	<b>-31%</b>
<i>Dont :</i>				
<i>Soutien des prix des produits pétroliers</i>	<i>21 000</i>	<i>17 305</i>	<i>-3 695</i>	<i>-18%</i>
<i>Cotisations internationales</i>	<i>7 575</i>	<i>7 172</i>	<i>-403</i>	<i>-5%</i>
<i>Bourses ANBG</i>	<i>31 511</i>	<i>33 485</i>	<i>1 974</i>	<i>6%</i>
<i>Autres bourses</i>	<i>6 425</i>	<i>6 425</i>	<i>0</i>	<i>0%</i>
<i>CNAMGS</i>	<i>37 174</i>	<i>28 520</i>	<i>-8 654</i>	<i>-23%</i>
<i>SAMU Social</i>	<i>485</i>	<i>1 485</i>	<i>1 000</i>	<i>206%</i>
<i>Dépenses de sécurité et de souveraineté</i>	<i>12 705</i>	<i>9 727</i>	<i>-2 979</i>	<i>-23%</i>
<i>Hôpitaux</i>	<i>11 374</i>	<i>10 774</i>	<i>-600</i>	<i>-5%</i>
<i>Autres transferts</i>	<i>117 186</i>	<i>53 869</i>	<i>-63 317</i>	<i>-54%</i>
<i>Attributions de Produits</i>	<i>66 656</i>	<i>0</i>	<i>-66 656</i>	<i>-100%</i>
<i>CNAMGS (GEF)</i>	<i>27 240</i>	<i>0</i>	<i>-27 240</i>	<i>-100%</i>
<i>CNAMGS (Agents Publics)</i>	<i>11 174</i>	<i>0</i>	<i>-11 174</i>	<i>-100%</i>
<i>ANPN</i>	<i>92</i>	<i>0</i>	<i>-92</i>	<i>-100%</i>
<i>CEMAC</i>	<i>3 159</i>	<i>0</i>	<i>-3 159</i>	<i>-100%</i>
<i>CEEAC</i>	<i>2 829</i>	<i>0</i>	<i>-2 829</i>	<i>-100%</i>
<i>OHADA</i>	<i>355</i>	<i>0</i>	<i>-355</i>	<i>-100%</i>
<i>UA</i>	<i>547</i>	<i>0</i>	<i>-547</i>	<i>-100%</i>
<i>Fonds de Péréquation des collectivités</i>	<i>550</i>	<i>0</i>	<i>-550</i>	<i>-100%</i>
<i>Collectivités locales</i>	<i>3 575</i>	<i>0</i>	<i>-3 575</i>	<i>-100%</i>
<i>Collectivités locales (ordures ménagères)</i>	<i>12 000</i>	<i>0</i>	<i>-12 000</i>	<i>-100%</i>
<i>CNEE (Fonds Spécial Eau)</i>	<i>520</i>	<i>0</i>	<i>-520</i>	<i>-100%</i>
<i>CNEE (Fonds Spécial Electricité)</i>	<i>3 200</i>	<i>0</i>	<i>-3 200</i>	<i>-100%</i>
<i>AGASA</i>	<i>343</i>	<i>0</i>	<i>-343</i>	<i>-100%</i>
<i>Ristourne sur Commission-ANBG</i>	<i>22</i>	<i>0</i>	<i>-22</i>	<i>-100%</i>
<i>Ristourne sur Amendes et divers-ANUTTC</i>	<i>1 050</i>	<i>0</i>	<i>-1 050</i>	<i>-100%</i>
<b>Titre 5. Dépenses d'investissement</b>	<b>381 043</b>	<b>513 226</b>	<b>132 182</b>	<b>35%</b>
<i>Financements sur ressources propres</i>	<i>186 720</i>	<i>220 046</i>	<i>33 326</i>	<i>18%</i>
<i>Financements extérieurs</i>	<i>183 599</i>	<i>293 180</i>	<i>109 581</i>	<i>60%</i>
<i>Collectivités locales</i>	<i>10 724</i>	<i>0</i>	<i>-10 724</i>	<i>-100%</i>
<b>Titre 6. Autres dépenses</b>	<b>64 500</b>	<b>90 867</b>	<b>26 367</b>	<b>41%</b>
<b>Intérieurs-AJE</b>	<b>4 000</b>	<b>4 000</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>
Protocoles transactionnels	1 000	1 000	0	0%
Condammations pécuniaires	2 000	2 000	0	0%
Séquestres	500	500	0	0%
Autres	500	500	0	0%
<b>Restructuration des entreprises</b>	<b>54 500</b>	<b>50 837</b>	<b>-3 663</b>	<b>-7%</b>
Coûts sociaux de restructuration	54 500	50 837	-3 663	-7%
<b>Divers</b>	<b>6 000</b>	<b>36 030</b>	<b>30 030</b>	<b>501%</b>
Autres contentieux	6 000	36 030	30 030	501%
<b>TOTAL</b>	<b>1 907 871</b>	<b>1 926 968</b>	<b>19 097</b>	<b>1%</b>

**TITRE III : DE L'EQUILIBRE FINANCIER DES RESSOURCES ET DES CHARGES****CHAPITRE PREMIER : DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE GENERAL**

**Article 41 :** Pour l'année 2020, les recettes et les dépenses du budget de l'Etat sont respectivement arrêtées à deux mille quatre-vingt-trois milliards soixante-dix-huit millions neuf cent quarante-deux mille soixante-un (2.083.078.942.061) FCFA et à deux mille cinquante et un milliards sept cent trois millions trois cent quatre-vingt-seize mille quatre cent neuf (2.051.703.396.409) FCFA.

Le détail de ce résultat est présenté, en millions de FCFA, ainsi qu'il suit :

**Tableau d'équilibre budgétaire général**

Recettes	LF 2020	Dépenses	LF 2020	Soldes
<b>BUDGET GENERAL</b>				<b>31 376</b>
Titre 1. Recettes fiscales	1 432 596	Titre 1. Charges financières de la dette	240 832	
Titre 2. Dons, legs et fonds de concours	17 104	Titre 2. Dépenses de personnel	661 034	
Titre 3. Cotisations sociales	12 995	Titre 3. Dépenses de biens et services	252 248	
Titre 4. Autres recettes	622 829	Titre 4. Dépenses de transfert	168 761	
<b>TOTAL RECETTES BUDGETAIRES</b>	<b>2 085 525</b>	Titre 5. Dépenses d'investissement	513 226	
<b>PRELEVEMENTS</b>	<b>-127 181</b>	Titre 6. Autres dépenses	90 867	
Prélèvement sur les recettes au profit des collectivités locales	- 25 205			
Prélèvement sur les recettes au profit des organisations internationales	- 7 380			
Prélèvement au profit de la part patronale des pensions	- 31 391			
Prélèvement au profit des prestations familiales	- 16 500			
Prélèvement de la CSS (GEF)	- 33 603			
Prélèvement des Cotisations d'assurance maladie obligatoire des agents publics	- 12 995			
Prélèvement Taxe sur les jeux (10%)	-106			
<b>Dont Evaluation des Fonds de concours et ADP</b>	<b>2 176</b>	<b>Dont Crédits relatifs aux Fonds de concours et ADP</b>	<b>2 176</b>	
Redevances Examens et Concours	1 030	ADP Examens et Concours (DG Examens et Concours)		
Permis de conduire, Licences et cartes grises des Transport terrestre	157	ADP Transport terrestre (DGTT)		
Licences, médailles et diplômes sur Travail	988	ADP Travail (DGT)		
<b>TOTAL DES RECETTES NETTES POUR LE BUDGET GENERAL</b>	<b>1 958 344</b>	<b>TOTAL DEPENSES NETTES POUR LE BUDGET GENERAL</b>	<b>1 926 968</b>	
<b>COMPTES D'AFFECTION SPECIALE (CAS)</b>				
<b>PENSIONS</b>	<b>59 767</b>	<b>PENSIONS</b>	<b>59 767</b>	
Titre 3. Cotisations sociales	59 767	Titre 4. Dépenses de transfert	59 767	
Part salariale (y compris agents en détachement)	28 376	Pensions civiles et militaires		
Part patronale de l'Etat	31 391	Pensions spéciales		
<b>PRESTATIONS FAMILIALES</b>	<b>16 500</b>	<b>PRESTATIONS FAMILIALES</b>	<b>16 500</b>	
Titre 3. Cotisations sociales	16 500	Titre 4. Dépenses de transfert	16 500	
Allocations familiales	16 500	Prestations familiales	16 500	-
<b>PROMOTION AUDIOVISUELLE ET CINEMATOGRAPHIQUE</b>	<b>2 032</b>	<b>PROMOTION AUDIOVISUELLE ET CINEMATOGRAPHIQUE</b>	<b>2 032</b>	
Titre 1. Recettes fiscales	2 032	Titre 3. Dépenses de biens et services	677	
Redevance audiovisuelle	2 032	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 355	
<b>PROMOTION DU SPORT</b>	<b>5 088</b>	<b>PROMOTION DU SPORT</b>	<b>5 088</b>	
Titre 1. Recettes fiscales	5 088	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 544	
Taxe sur les jeux de hasard	318	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 544	



Droits d'accises	4 771			
<b>FORMATION POUR L'EMPLOI</b>	<b>2 411</b>	<b>FORMATION POUR L'EMPLOI</b>	<b>2 411</b>	
Titre 1. Recettes fiscales	2 411	Titre 3. Dépenses de biens et services	804	
Taxe de formation professionnelle	2 411	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 608	
<b>SERVICE UNIVERSEL DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES</b>	<b>2 394</b>	<b>SERVICE UNIVERSEL DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES</b>	<b>2 394</b>	
Titre 1. Recettes fiscales	2 394	Titre 3. Dépenses de biens et services		
Redevance Universelle	2 394	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 394	
<b>ENTRETIEN ROUTIER</b>	<b>13 043</b>	<b>ENTRETIEN ROUTIER</b>	<b>13 043</b>	
Titre 1. Recettes fiscales	13 043	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 304	
Redevance d'Usure de la Route	13 043	Titre 5. Dépenses d'investissement	11 739	
<b>PROMOTION DU LOGEMENT DECENT</b>	<b>5 175</b>	<b>PROMOTION DU LOGEMENT DECENT</b>	<b>5 175</b>	
Titre 4. Autres recettes	5 175	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 035	
Fonds National de l'Habitat	5 175	Titre 5. Dépenses d'investissement	4 140	
<b>SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ELECTRICITE</b>	<b>7 844</b>	<b>SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ELECTRICITE</b>	<b>7 844</b>	
Titre 1. Recettes fiscales	7 844	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 353	
Redevance de l'eau	1 021	Titre 5. Dépenses d'investissement	5 491	
Redevance de l'électricité	6 823			
<b>SALUBRITE PUBLIQUE</b>	<b>10 480</b>	<b>SALUBRITE PUBLIQUE</b>	<b>10 480</b>	
Titre 4. Autres recettes	10 480	Titre 3. Dépenses de biens et services	480	
Redevance des ordures ménagères	10 480	Titre 5. Dépenses d'investissement	10 000	
<b>TOTAL RECETTES COMPTES SPECIAUX</b>	<b>124 735</b>	<b>TOTAL DEPENSES COMPTES SPECIAUX</b>	<b>124 735</b>	
<b>TOTAL RECETTES BUDGET DE L'ETAT</b>	<b>2 083 079</b>	<b>TOTAL DEPENSES BUDGET DE L'ETAT</b>	<b>2 051 703</b>	<b>31 376</b>
<b>SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL</b>				<b>31 376</b>
<b>SOLDE BUDGETAIRE DE BASE</b>				<b>14 272</b>

**Article 42 :** Le solde budgétaire global fait ressortir une capacité de financement du budget général de trente-un milliards trois cent soixante-quinze millions cinq cent quatre-vingt mille six cent cinquante-deux (31.375.545.652) FCFA.

## CHAPITRE 2 : DES CESSIONS D'ACTIFS, EMPRUNTS ET TRESORERIE DE L'ETAT

**Article 43 :** Les emprunts et conventions sont mobilisés conformément à la stratégie d'endettement public 2019-2021.

Le Gouvernement est toutefois autorisé à procéder aux ajustements conjoncturels nécessaires, tout en respectant les limites des ratios d'endettement arrêtées dans cette stratégie.

Il est, par ailleurs, autorisé à entreprendre dans le cadre de la gestion active de la dette, toutes opérations permettant de rendre liquides les moratoires et autres passifs inscrits dans son portefeuille de dettes intérieures.

Le Ministre chargé de l'Economie est seul, habilité à conclure et à signer au nom et pour le compte de l'Etat les emprunts et conventions.

**Article 44 :** Sous réserve de transmission au Parlement des études de valorisation, le Gouvernement est autorisé à procéder aux cessions d'actifs non stratégiques de l'Etat, au titre de l'exercice budgétaire 2020. Lesdites cessions d'actifs ne peuvent excéder un montant de cinquante milliards (50.000.000.000) FCFA.

Les cessions ci-dessus visées concernent essentiellement la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Gabon, la Société d'Energie et d'Eau du Gabon, l'Union Gabonaise des Banques et Gabon Télécom.

**Article 45 :** Le Gouvernement est autorisé à émettre des obligations internationales, appelées Eurobonds, sur le marché financier international pour un montant équivalant à la somme d'un milliard de dollars américains.

**Article 46 :** Les opérations de trésorerie et de financement font apparaître un niveau de charges de mille deux cent

soixante-dix-neuf milliards soixante-dix millions trois cent vingt-six mille soixante-neuf (1.279.070.326.069) FCFA contre un niveau de ressources de mille deux cent quarante-sept milliards six cent quatre-vingt-quatorze millions sept cent quatre-vingt mille quatre cent seize (1.247.694.780.416) FCFA.

Il en résulte un besoin de financement de trente-un milliards trois cent soixante-quinze millions cinq cent quarante-cinq mille six cent cinquante-deux (31.375.545.652) FCFA. Ce besoin de financement est équilibré par la capacité de financement constatée à l'article 42 de la présente loi.

Le détail de ces opérations est retracé, en millions de FCFA, dans le tableau ci-dessous :

**Tableau des flux de trésorerie**

Charges de trésorerie et de financement	LFI 2019	LF 2020	Ecart LFI 2019/LF 2020	
			Valeur	%
<b>Amortissement dette extérieure</b>	<b>354 376</b>	<b>661 322</b>	<b>306 946</b>	<b>87%</b>
<b>Emprunts extérieurs-courants</b>	<b>354 376</b>	<b>661 322</b>	<b>306 946</b>	<b>87%</b>
Bilatéraux	50 987	55 851	4 864	10%
Multilatéraux	40 193	114 952	74 759	186%
Banques	263 196	80 722	-182 474	-69%
Marché international	-	409 797	409 797	-
<b>Amortissement des prêts du secteur bancaire</b>	<b>263 518</b>	<b>306 641</b>	<b>43 123</b>	<b>16%</b>
<b>Intérieur-DGD</b>	263 518	306 641	43 123	16%
Emprunts intérieurs-courants	263 518	306 641	43 123	16%
Banques	74 148	73 698	- 450	-1%
Moratoires	72 634	76 876	4 243	6%
Divers	2 500	-	-2 500	-100%
Marchés Financiers	114 236	156 067	41 831	37%
<b>Autres amortissements</b>	<b>152 190</b>	<b>139 361</b>	<b>-12 829</b>	<b>-8%</b>
Bons du Trésor Assimilables (BTA)	-	-	-	-
Instances Trésor de la période précédente	63 739	74 722	10 983	17%
Arriérés de TVA	88 451	64 639	-23 812	-27%
<b>Prêts et avances</b>	<b>244 216</b>	<b>171 746</b>	<b>-72 470</b>	<b>-30%</b>
Fonds Souverain de la RG	98 413	-	-98 413	-100%
Prêts nets à SOGARA	28 331	-	-28 331	-100%
Dépôts BEAC	117 472	171 746	54 274	46%
<b>Total</b>	<b>1 014 300</b>	<b>1 279 070</b>	<b>264 770</b>	<b>26%</b>
<b>Ressources de trésorerie et de financement</b>			-	-
<b>Tirages</b>	<b>679 520</b>	<b>390 402</b>	<b>-289 118</b>	<b>-43%</b>
Tirages sur conventions en cours	143 075	226 297	83 222	58%
Tirages sur nouvelles conventions	37 067	19 780	-17 287	-47%
Tirages sur prêts programmes	499 378	144 325	-355 053	-71%
<b>Partenariats Public-Privé</b>	<b>-</b>	<b>30 000</b>	<b>30 000</b>	<b>-</b>
Financement Transgabonaise	-	30 000	30 000	-
<b>Emissions de titres publics</b>	<b>120 000</b>	<b>735 424</b>	<b>615 424</b>	<b>513%</b>
Emissions de titres publics sur le Marché international	-	585 424	585 424	-
Emissions de titres publics sur le Marché intérieur	120 000	150 000	30 000	25%
<b>Financement non bancaire</b>	<b>120 479</b>	<b>91 869</b>	<b>-28 610</b>	<b>-24%</b>
Règlement arriérés fiscaux	35 000	5 000	-30 000	-86%
Accumulation des instances	85 479	86 869	1 390	2%
<b>Total</b>	<b>919 999</b>	<b>1 247 695</b>	<b>327 696</b>	<b>36%</b>
<b>Solde des opérations de financement et de trésorerie</b>	<b>- 94 302</b>	<b>- 31 376</b>		
<b>Solde budgétaire global</b>	<b>94 302</b>	<b>31 376</b>		
<b>Solde net</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		

**Article 47 :** Les opérations budgétaires, de trésorerie et de financement s'équilibrent, en ressources et en charges, à trois mille trois cent trente milliards sept cent soixante-treize millions sept cent vingt-deux mille quatre cent soixante-dix-huit (3.330.773.722.478) FCFA.

### CHAPITRE 3 : DU PLAFOND DES DETTES FINANCIERES DE L'ETAT

**Article 48 :** Le montant des dettes financières qui comprend les charges financières évaluées à deux cent quarante milliards huit cent trente-deux millions cent soixante-quatre mille quarante-sept (240.832.164.047) FCFA, et les amortissements de prêts d'un montant de mille cent sept milliards trois cent vingt-quatre millions cent quarante-sept mille six cent trente-cinq (1.107.324.147.635) FCFA pour le budget 2020, est arrêté à la somme de mille trois cent quarante-huit milliards cent cinquante-six millions trois cent onze mille six cent quatre-vingt-deux (1.348.156.311.682) FCFA.

### CHAPITRE 4 : DES MODALITES RELATIVES A LA RESERVE OBLIGATOIRE ET A L'UTILISATION DES SURPLUS

**Article 49 :** En application des dispositions de l'article 64 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget, la réserve obligatoire destinée à pallier les effets d'une dégradation des hypothèses macroéconomiques, ayant servi de base à la prévision des recettes, est arrêtée pour l'exercice 2020, par programme et titre de dépenses, à soixante-treize milliards deux cent soixante-dix-huit millions deux cent soixante-et-un mille cent trente-sept (73.278.261.137) FCFA, ainsi qu'il suit :

**Tableau présentant la réserve obligatoire par titre (En millions F CFA)**

Titres et catégories	Taux de réserve/programme	Montant
Titre 1. Charges financières de la dette	0%	0
Titre 2. Dépenses de personnel	0%	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	20%	24 973
Titre 4. Dépenses de transfert	15%	11 742
Titre 5. Dépenses d'investissement	16%	27 477
Titre 6. Autres dépenses	10%	9 087
<b>Total</b>		<b>73 278</b>

La réserve par titre et programme ainsi constituée sur le budget de l'Etat n'est levée, en totalité ou en partie, qu'en cas de conjoncture favorable, constatée par le Gouvernement, sur rapport du Ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Sont exemptés de la mise en réserve obligatoire, les remboursements de TVA, les projets avec financement extérieurs et leurs contreparties, les comptes d'affectation spéciale, les attributions de produits, les cotisations internationales, les frais de scolarité des enfants des diplomates, les loyers des diplomates, les bourses, les médicaments et produits pharmaceutiques, ainsi que toutes les autres dépenses sociales décrites ci-dessous :

- les aides en espèces fournies aux gabonais économiquement faibles ;
- les biens et services fournis directement aux gabonais économiquement faibles ;
- les prestations ciblées sur les ménages à faible revenu, les personnes âgées, les handicapés, les personnes malades, les chômeurs ou les jeunes ;
- l'assurance et l'assistance sociales ;
- les dépenses publiques pour la santé, l'éducation et la formation professionnelle.

**Article 50 :** L'exécution du budget est assise sur un plan de trésorerie. A la fin de chaque trimestre, il est élaboré un rapport d'exécution budgétaire. A cet effet, si le niveau de l'exécution des recettes à la fin d'un trimestre est inférieur de 5% au moins des prévisions du plan de trésorerie, les crédits ouverts à l'exécution sont automatiquement ajustés à la baisse dans les mêmes proportions.

Le cas échéant, si le niveau de l'exécution des recettes à la fin d'un trimestre est supérieur de 5% au moins des prévisions du plan de trésorerie, les crédits sont exécutés conformément au plan de trésorerie.

**Article 51** : Conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 susmentionnée et suivant le rapport du Ministre chargé de l'Economie et des Finances, le tableau d'affectation du surplus budgétaire se présente ainsi qu'il suit :

**Tableau présentant l'affectation du surplus budgétaire**

<b>Affectation du surplus</b>	<b>Proportion</b>
Accélération du désendettement de l'Etat	<b>2/4</b>
Renforcement des moyens des programmes au titre des dépenses d'investissement	<b>1/4</b>
Fonds de stabilisation	<b>1/4</b>

## SECONDE PARTIE : DES MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES

## TITRE I : DE LA REPARTITION DES CREDITS DES MISSIONS

## CHAPITRE PREMIER : DES CREDITS DU BUDGET DE L'ETAT PAR MISSION

**Article 52 :** Au titre de l'exercice budgétaire 2020, quarante (40) missions sont arrêtées. Le détail des plafonds de ces missions et programmes se présente dans les tableaux ainsi qu'il suit :

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission

Codes	Libellés	LFI 2019	Montant hors ADP/LF 2020	Attribution de Produit (ADP) /LF 2020	Montant y compris ADP/LF 2020	Ecart
1	Action extérieure de l'État	32 733 146 804	23 001 198 408		23 001 198 408	-9 731 948 396
2	Administration du territoire	74 993 459 565	25 123 598 599		25 123 598 599	-49 869 860 966
3	Agriculture, élevage et pêche	17 529 125 413	18 697 961 485		18 697 961 485	1 168 836 071
4	Aménagement du territoire et tourisme	5 395 704 003	27 889 076 324		27 889 076 324	22 493 372 321
5	Conseil et contrôle	2 148 941 662	2 767 374 276		2 767 374 276	618 432 614
6	Culture et éducation populaire	3 428 452 814	5 809 093 651		5 809 093 651	2 380 640 836
7	Défense	156 380 536 756	156 245 093 060		156 245 093 060	-135 443 696
8	Pilotage et coordination de l'action gouvernementale	10 431 772 971	14 305 138 608		14 305 138 608	3 873 365 637
9	Économie forestière et protection de l'environnement	14 567 174 710	19 944 980 483		19 944 980 483	5 377 805 773
10	Communication	27 548 715 955	24 442 057 393		24 442 057 393	-3 106 658 562
11	Éducation nationale	198 245 108 253	243 560 753 812	1 030 426 650	244 591 180 462	46 346 072 209
12	Enseignement supérieur et recherche scientifique	85 935 030 559	85 921 192 219		85 921 192 219	-13 838 340
13	Entreprenariat et commerce	11 553 227 495	10 476 546 414		10 476 546 414	-1 076 681 081
14	Gestion des finances publiques	448 733 953 122	412 612 827 674		412 612 827 674	-36 121 125 448
15	Constructions, logements et équipements collectifs	175 763 533 390	142 946 140 727		142 946 140 727	-32 817 392 663
16	Industrie et mines	2 839 689 846	3 641 117 763		3 641 117 763	801 427 916
17	Transports	22 525 139 732	41 409 498 727	157 414 800	41 566 913 527	19 041 773 795
18	Jeunesse, sports et loisirs	16 312 888 870	18 190 524 473		18 190 524 473	1 877 635 603
19	Justice	25 015 323 951	30 499 803 228		30 499 803 228	5 484 479 277
21	Pouvoirs publics	91 287 068 354	113 388 109 067		113 388 109 067	22 101 040 714
22	Prévoyance sociale	90 071 735 253	46 425 211 244		46 425 211 244	-43 646 524 009
23	Provisions	4 345 819 346	9 163 981 112		9 163 981 112	4 818 161 766
24	Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières	35 033 060 570	46 655 269 996		46 655 269 996	11 622 209 426
25	Santé	115 020 085 210	116 884 897 055		116 884 897 055	1 864 811 844
26	Sécurité	50 077 999 849	56 191 904 861		56 191 904 861	6 113 905 012
27	Stratégie économique	102 128 746 377	89 213 859 029		89 213 859 029	-12 914 887 347
28	Fonction publique et modernisation de l'État	7 505 998 258	11 627 150 152		11 627 150 152	4 121 151 894
29	Travail, emploi et formation professionnelle	28 634 052 938	46 470 488 397	988 290 000	47 458 778 397	18 824 725 459
30	Dépenses transversales	47 684 837 659	76 128 706 209		76 128 706 209	28 443 868 550

Codes	Libellés	LFI 2019	Montant hors ADP/LF 2020	Attribution de Produit (ADP) /LF 2020	Montant y compris ADP/LF 2020	Ecart
31	Autorités administratives indépendantes et de régulation	4 000 495 421	5 158 347 513		5 158 347 513	1 157 852 092
	<b>Total budget général</b>	<b>1 907 870 825 107</b>	<b>1 924 791 901 957</b>	<b>2 176 131 450</b>	<b>1 926 968 033 407</b>	<b>19 097 208 300</b>
60	CAS Pensions	61 556 778 925	59 767 490 606		59 767 490 606	-1 789 288 319
61	CAS Service universel des communications électroniques	2 394 424 740	2 394 424 740		2 394 424 740	0
62	CAS Prestations familiales et sociales	16 500 000 000	16 500 000 000		16 500 000 000	0
63	CAS Promotion du sport	4 217 706 314	5 088 483 932		5 088 483 932	870 777 619
64	CAS Promotion audiovisuelle et cinématographique	1 899 036 000	2 031 968 520		2 031 968 520	132 932 520
65	CAS Formation pour l'emploi	2 296 476 000	2 411 299 800		2 411 299 800	114 823 800
66	CAS Service public de l'eau et de l'électricité	0	7 844 251 811		7 844 251 811	7 844 251 811
67	CAS Salubrité publique	0	10 480 000 000		10 480 000 000	10 480 000 000
68	CAS Gestion du patrimoine routier et contrôle des carburants	17 939 147 668	13 042 900 000		13 042 900 000	-4 896 247 668
69	CAS Promotion du logement décent	4 442 428 687	5 174 543 593		5 174 543 593	732 114 906
	<b>Total CAS</b>	<b>111 245 998 333</b>	<b>124 735 363 002</b>		<b>124 735 363 002</b>	<b>13 489 364 669</b>
	<b>Total général</b>	<b>2 019 116 823 440</b>	<b>2 049 527 264 959</b>	<b>2 176 131 450</b>	<b>2 051 703 396 409</b>	<b>32 586 572 969</b>

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (1/13)

Codes	Libellés	LFI 2019	Montant hors ADP/LF 2020	Attribution de Produits (ADP)/LF 2020	Montant y compris ADP/LF 2020	Écart
<b>1</b>	<b>Action extérieure de l'État</b>	<b>32 733 146 804</b>	<b>23 001 198 408</b>	<b>0</b>	<b>23 001 198 408</b>	<b>-9 731 948 396</b>
1.2	Dépenses de personnel	10 867 362 034	7 020 937 786	0	7 020 937 786	-3 846 424 248
1.3	Dépenses de biens et services	13 590 860 495	13 606 860 495	0	13 606 860 495	16 000 000
1.4	Dépenses de transfert	7 774 924 275	1 239 400 127	0	1 239 400 127	-6 535 524 148
1.5	Dépenses d'investissement	500 000 000	1 134 000 000	0	1 134 000 000	634 000 000
1.101	Affaires étrangères	20 810 942 749	17 520 284 292	0	17 520 284 292	-3 290 658 457
1.101.2	Titre 2. Dépenses de personnel	7 065 968 565	3 822 230 024		3 822 230 024	-3 243 738 541
1.101.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	11 971 995 495	11 971 995 495		11 971 995 495	0
1.101.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 272 978 689	726 058 773		726 058 773	-546 919 916
1.101.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	500 000 000	1 000 000 000		1 000 000 000	500 000 000
1.108	Intégration africaine et coopération internationale	6 889 385 512	908 202 554	0	908 202 554	-5 981 182 958
1.108.2	Titre 2. Dépenses de personnel	136 624 927	144 046 200		144 046 200	7 421 273
1.108.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	250 815 000	250 815 000		250 815 000	0
1.108.4	Titre 4. Dépenses de transfert	6 501 945 585	513 341 354		513 341 354	-5 988 604 231
1.115	Affaires consulaires	1 335 227 354	1 127 671 836	0	1 127 671 836	-207 555 518
1.115.2	Titre 2. Dépenses de personnel	337 772 354	130 216 836		130 216 836	-207 555 518
1.115.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	997 455 000	997 455 000		997 455 000	0
1.122	Pilotage et soutien de l'action extérieure de l'État	3 647 591 188	3 445 039 726	0	3 445 039 726	-202 551 462
1.122.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 326 996 188	2 924 444 726		2 924 444 726	-402 551 462
1.122.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	320 595 000	386 595 000		386 595 000	66 000 000
1.122.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	134 000 000		134 000 000	134 000 000
1.129	Gabonais de l'étranger	50 000 000	0	0	0	-50 000 000
1.129.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	50 000 000	0		0	-50 000 000
<b>2</b>	<b>Administration du territoire</b>	<b>74 993 459 565</b>	<b>25 123 598 599</b>	<b>0</b>	<b>25 123 598 599</b>	<b>-49 869 860 966</b>
2.2	Dépenses de personnel	5 041 171 884	4 219 467 066	0	4 219 467 066	-821 704 818
2.3	Dépenses de biens et services	1 812 203 644	1 512 203 644	0	1 512 203 644	-300 000 000
2.4	Dépenses de transfert	34 732 352 505	19 169 417 582	0	19 169 417 582	-15 562 934 922
2.5	Dépenses d'investissement	33 407 731 532	222 510 307	0	222 510 307	-33 185 221 225
2.136	Administration territoriale	5 743 504 023	6 347 686 086	0	6 347 686 086	604 182 063
2.136.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 512 587 379	3 916 769 442		3 916 769 442	404 182 063
2.136.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 362 203 644	1 362 203 644		1 362 203 644	0
2.136.4	Titre 4. Dépenses de transfert	868 713 000	1 068 713 000		1 068 713 000	200 000 000
2.143	Gestion des collectivités locales	67 392 826 124	18 288 900 007	0	18 288 900 007	-49 103 926 117
2.143.2	Titre 2. Dépenses de personnel	61 455 087	128 195 424		128 195 424	66 740 337

Codes	Libellés	LFI 2019	Montant hors ADP/LF 2020	Attribution de Produits (ADP)/LF 2020	Montant y compris ADP/LF 2020	Écart
2.143.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000		75 000 000	0
2.143.4	Titre 4. Dépenses de transfert	33 848 639 505	18 085 704 582		18 085 704 582	-15 762 934 922
2.143.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	33 407 731 532	0		0	-33 407 731 532
2.150	Prévention et gestion des catastrophes	154 911 278	487 012 507	0	487 012 507	332 101 229
2.150.2	Titre 2. Dépenses de personnel	64 911 278	174 502 200		174 502 200	109 590 922
2.150.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000		75 000 000	0
2.150.4	Titre 4. Dépenses de transfert	15 000 000	15 000 000		15 000 000	0
2.150.5	Titre 5. Dépenses d'investissement		222 510 307		222 510 307	222 510 307
2.157	Pilotage et soutien à la politique d'administration du territoire et de sécurité	1 702 218 140	0	0	0	-1 702 218 140
2.157.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 402 218 140	0		0	-1 402 218 140
2.157.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	300 000 000	0		0	-300 000 000
<b>3</b>	<b>Agriculture, élevage et pêche</b>	<b>17 529 125 413</b>	<b>18 697 961 485</b>	<b>0</b>	<b>18 697 961 485</b>	<b>1 168 836 071</b>
3.2	Dépenses de personnel	7 789 695 685	7 520 697 742	0	7 520 697 742	-268 997 943
3.3	Dépenses de biens et services	1 241 355 000	692 355 000	0	692 355 000	-549 000 000
3.4	Dépenses de transfert	1 225 483 687	881 996 076	0	881 996 076	-343 487 611
3.5	Dépenses d'investissement	7 272 591 042	9 602 912 667	0	9 602 912 667	2 330 321 625
3.164	Agriculture	7 708 244 259	8 665 156 132	0	8 665 156 132	956 911 873
3.164.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 022 327 273	2 126 405 132		2 126 405 132	104 077 859
3.164.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	100 000 000		100 000 000	0
3.164.4	Titre 4. Dépenses de transfert	949 992 611	606 505 000		606 505 000	-343 487 611
3.164.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	4 635 924 375	5 832 246 000		5 832 246 000	1 196 321 625
3.171	Élevage	218 138 585	229 023 400	0	229 023 400	10 884 815
3.171.2	Titre 2. Dépenses de personnel	127 777 585	138 662 400		138 662 400	10 884 815
3.171.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000		75 000 000	0
3.171.4	Titre 4. Dépenses de transfert	15 361 000	15 361 000		15 361 000	0
3.178	Pêche et aquaculture	2 220 120 538	2 753 767 070	0	2 753 767 070	533 646 532
3.178.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 533 065 538	1 606 712 070		1 606 712 070	73 646 532
3.178.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	643 355 000	103 355 000		103 355 000	-540 000 000
3.178.4	Titre 4. Dépenses de transfert	43 700 000	43 700 000		43 700 000	0
3.178.5	Titre 5. Dépenses d'investissement		1 000 000 000		1 000 000 000	1 000 000 000
3.185	Développement rural	4 297 563 055	4 263 189 431	0	4 263 189 431	-34 373 624
3.185.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 369 466 312	1 335 092 688		1 335 092 688	-34 373 624
3.185.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000		75 000 000	0
3.185.4	Titre 4. Dépenses de transfert	216 430 076	216 430 076		216 430 076	0



Codes	Libellés	LFI 2019	Montant hors ADP/LF 2020	Attribution de Produits (ADP)/LF 2020	Montant y compris ADP/LF 2020	Écart
<b>3.185.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	2 636 666 667	2 636 666 667		2 636 666 667	0
3.192	Pilotage et soutien à la politique agricole	3 010 058 978	2 786 825 452	0	2 786 825 452	-223 233 526
<b>3.192.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	2 737 058 978	2 313 825 452		2 313 825 452	-423 233 526
<b>3.192.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	273 000 000	339 000 000		339 000 000	66 000 000
<b>3.192.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>		134 000 000		134 000 000	134 000 000

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (2/13)

Codes	Libellés	LFI 2019	Montant hors ADP/LF 2020	Attribution de Produits (ADP)/LF 2020	Montant y compris ADP/LF 2020	Écart
3.180	Pilotage et soutien aux politiques de la pêche et de la mer	75 000 000	0	0	0	-75 000 000
<b>3.180.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	75 000 000	0		0	-75 000 000
<b>4</b>	<b>Aménagement du territoire et tourisme</b>	<b>5 395 704 003</b>	<b>27 889 076 324</b>	<b>0</b>	<b>27 889 076 324</b>	<b>22 493 372 321</b>
<b>4.2</b>	Dépenses de personnel	1 614 967 003	1 708 339 324	0	1 708 339 324	93 372 321
<b>4.3</b>	Dépenses de biens et services	212 500 000	412 500 000	0	412 500 000	200 000 000
<b>4.4</b>	Dépenses de transfert	68 237 000	118 237 000	0	118 237 000	50 000 000
<b>4.5</b>	Dépenses d'investissement	3 500 000 000	25 650 000 000	0	25 650 000 000	22 150 000 000
4.199	Coordination des politiques de développement et appui à l'action locale	838 404 776	991 616 920	0	991 616 920	153 212 144
<b>4.199.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	725 904 776	879 116 920		879 116 920	153 212 144
<b>4.199.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	112 500 000	112 500 000		112 500 000	0
4.204	Pilotage et soutien aux politiques de décentralisation et d'aménagement du territoire	0	25 500 000 000	0	25 500 000 000	25 500 000 000
<b>4.204.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>		200 000 000		200 000 000	200 000 000
<b>4.204.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>		25 300 000 000		25 300 000 000	25 300 000 000
4.206	Tourisme	4 557 299 226	1 397 459 404	0	1 397 459 404	-3 159 839 822
<b>4.206.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	889 062 226	829 222 404		829 222 404	-59 839 822
<b>4.206.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	100 000 000	100 000 000		100 000 000	0
<b>4.206.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	68 237 000	118 237 000		118 237 000	50 000 000
<b>4.206.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	3 500 000 000	350 000 000		350 000 000	-3 150 000 000
<b>5</b>	<b>Conseil et Contrôle</b>	<b>2 148 941 662</b>	<b>2 767 374 276</b>	<b>0</b>	<b>2 767 374 276</b>	<b>618 432 614</b>
<b>5.2</b>	Dépenses de personnel	1 046 691 662	1 365 124 276	0	1 365 124 276	318 432 614
<b>5.3</b>	Dépenses de biens et services	1 096 250 000	1 096 250 000	0	1 096 250 000	0
<b>5.4</b>	Dépenses de transfert	6 000 000	6 000 000	0	6 000 000	0
<b>5.5</b>	Dépenses d'investissement	0	300 000 000	0	300 000 000	300 000 000

Codes	Libellés	LFI 2019	Montant hors ADP/LF 2020	Attribution de Produits (ADP)/LF 2020	Montant y compris ADP/LF 2020	Écart
5.213	Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE)	1 642 098 931	2 288 075 876	0	2 288 075 876	645 976 945
<b>5.213.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	814 848 931	1 160 825 876		1 160 825 876	345 976 945
<b>5.213.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	821 250 000	821 250 000		821 250 000	0
<b>5.213.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	6 000 000	6 000 000		6 000 000	0
<b>5.213.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>		300 000 000		300 000 000	300 000 000
5.220	Conseil National de la Démocratie (CND)	420 925 565	395 818 400	0	395 818 400	-25 107 165
<b>5.220.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	220 925 565	195 818 400		195 818 400	-25 107 165
<b>5.220.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	200 000 000	200 000 000		200 000 000	0
5.269	Médiature	85 917 166	83 480 000	0	83 480 000	-2 437 166
<b>5.269.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	10 917 166	8 480 000		8 480 000	-2 437 166
<b>5.269.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	75 000 000	75 000 000		75 000 000	0
<b>6</b>	<b>Culture et éducation populaire</b>	<b>3 428 452 814</b>	<b>5 809 093 651</b>	<b>0</b>	<b>5 809 093 651</b>	<b>2 380 640 836</b>
<b>6.2</b>	Dépenses de personnel	2 505 213 525	4 585 854 362	0	4 585 854 362	2 080 640 836
<b>6.3</b>	Dépenses de biens et services	407 200 000	407 200 000	0	407 200 000	0
<b>6.4</b>	Dépenses de transfert	516 039 289	816 039 289	0	816 039 289	300 000 000
6.290	Culture	2 865 841 963	5 660 885 651	0	5 660 885 651	2 795 043 688
<b>6.290.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	2 044 852 674	4 539 896 362		4 539 896 362	2 495 043 688
<b>6.290.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	307 200 000	307 200 000		307 200 000	0
<b>6.290.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	513 789 289	813 789 289		813 789 289	300 000 000
6.297	Éducation populaire	562 610 851	148 208 000	0	148 208 000	-414 402 851
<b>6.297.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	460 360 851	45 958 000		45 958 000	-414 402 851
<b>6.297.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	100 000 000	100 000 000		100 000 000	0
<b>6.297.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	2 250 000	2 250 000		2 250 000	0
<b>7</b>	<b>Défense</b>	<b>156 380 536 756</b>	<b>156 245 093 060</b>	<b>0</b>	<b>156 245 093 060</b>	<b>-135 443 696</b>
<b>7.2</b>	Dépenses de personnel	132 312 240 642	133 515 356 090	0	133 515 356 090	1 203 115 448
<b>7.3</b>	Dépenses de biens et services	9 906 078 000	10 377 755 575	0	10 377 755 575	471 677 575
<b>7.4</b>	Dépenses de transfert	618 258 970	251 981 395	0	251 981 395	-366 277 575
<b>7.5</b>	Dépenses d'investissement	13 543 959 144	12 100 000 000	0	12 100 000 000	-1 443 959 144
7.311	Préparation et emploi des forces	17 465 786 955	20 230 117 992	0	20 230 117 992	2 764 331 037
<b>7.311.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	16 064 895 955	17 914 826 992		17 914 826 992	1 849 931 037
<b>7.311.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	1 400 891 000	1 400 891 000		1 400 891 000	0
<b>7.311.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>		14 400 000		14 400 000	14 400 000
<b>7.311.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>		900 000 000		900 000 000	900 000 000
7.318	Équipement des forces	38 930 249 098	39 454 257 086	0	39 454 257 086	524 007 987
<b>7.318.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	30 419 142 098	32 553 380 086		32 553 380 086	2 134 237 987
<b>7.318.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	400 877 000	400 877 000		400 877 000	0

7.318.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	8 110 230 000	6 500 000 000		6 500 000 000	-1 610 230 000
---------	------------------------------------	---------------	---------------	--	---------------	----------------

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (3/13)

Codes	Libellés	LFI 2019	Montant hors ADP/LF 2020	Attribution de Produits (ADP)/LF 2020	Montant y compris ADP/LF 2020	Écart
7.325	Garde Républicaine	29 143 787 754	30 007 103 076	0	30 007 103 076	863 315 322
7.325.2	Titre 2. Dépenses de personnel	25 139 349 610	26 715 394 076		26 715 394 076	1 576 044 466
7.325.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	750 709 000	791 709 000		791 709 000	41 000 000
7.325.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	3 253 729 144	2 500 000 000		2 500 000 000	-753 729 144
7.332	Vie du soldat	18 344 938 334	18 997 356 650	0	18 997 356 650	652 418 316
7.332.2	Titre 2. Dépenses de personnel	9 062 453 364	9 844 871 680		9 844 871 680	782 418 316
7.332.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	6 508 226 000	6 938 903 575		6 938 903 575	430 677 575
7.332.4	Titre 4. Dépenses de transfert	594 258 970	213 581 395		213 581 395	-380 677 575
7.332.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 180 000 000	2 000 000 000		2 000 000 000	-180 000 000
7.339	Pilotage et soutien à la politique de défense nationale	52 495 774 615	47 556 258 256	0	47 556 258 256	-4 939 516 359
7.339.2	Titre 2. Dépenses de personnel	51 626 399 615	46 486 883 256		46 486 883 256	-5 139 516 359
7.339.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	845 375 000	845 375 000		845 375 000	0
7.339.4	Titre 4. Dépenses de transfert	24 000 000	24 000 000		24 000 000	0
7.339.5	Titre 5. Dépenses d'investissement		200 000 000		200 000 000	200 000 000
<b>8</b>	<b>Pilotage et coordination de l'action gouvernementale</b>	<b>10 431 772 971</b>	<b>14 305 138 608</b>	<b>0</b>	<b>14 305 138 608</b>	<b>3 873 365 637</b>
8.2	Dépenses de personnel	8 949 122 971	8 947 488 608	0	8 947 488 608	-1 634 363
8.3	Dépenses de biens et services	1 425 695 000	1 898 695 000	0	1 898 695 000	473 000 000
8.4	Dépenses de transfert	56 955 000	556 955 000	0	556 955 000	500 000 000
8.5	Dépenses d'investissement	0	2 902 000 000	0	2 902 000 000	2 902 000 000
8.346	Coordination du travail gouvernemental	2 816 402 894	3 597 041 448	0	3 597 041 448	780 638 554
8.346.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 540 536 894	2 487 175 448		2 487 175 448	-53 361 446
8.346.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	275 866 000	475 866 000		475 866 000	200 000 000
8.346.4	Titre 4. Dépenses de transfert	0	500 000 000		500 000 000	500 000 000
8.346.5	Titre 5. Dépenses d'investissement		134 000 000		134 000 000	134 000 000
8.353	Coordination des politiques urbaines	270 149 196	746 213 880	0	746 213 880	476 064 684
8.353.2	Titre 2. Dépenses de personnel	153 149 196	629 213 880		629 213 880	476 064 684
8.353.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	100 000 000		100 000 000	0
8.353.4	Titre 4. Dépenses de transfert	17 000 000	17 000 000		17 000 000	0
8.358	Surveillance et promotion de la bonne gouvernance	613 272 013	2 641 506 384	0	2 641 506 384	2 028 234 371
8.358.2	Titre 2. Dépenses de personnel	509 317 013	2 537 551 384		2 537 551 384	2 028 234 371

<b>8.358.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	100 000 000	100 000 000		100 000 000	0
<b>8.358.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	3 955 000	3 955 000		3 955 000	0
<b>Codes</b>	<b>Libellés</b>	<b>LFI 2019</b>	<b>Montant hors ADP/LF 2020</b>	<b>Attribution de Produits (ADP)/LF 2020</b>	<b>Montant y compris ADP/LF 2020</b>	<b>Écart</b>
8.360	Pilotage et soutien à la coordination de l'action gouvernementale	5 538 735 908	4 880 423 116	0	4 880 423 116	-658 312 792
<b>8.360.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	4 933 581 908	1 709 269 116		1 709 269 116	-3 224 312 792
<b>8.360.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	569 154 000	635 154 000		635 154 000	66 000 000
<b>8.360.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	36 000 000	36 000 000		36 000 000	0
<b>8.360.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>		2 500 000 000		2 500 000 000	2 500 000 000
8.367	Relations avec le Parlement et les Institutions Constitutionnelles	478 850 876	274 895 000	0	274 895 000	-203 955 876
<b>8.367.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	248 175 876	44 220 000		44 220 000	-203 955 876
<b>8.367.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	230 675 000	230 675 000		230 675 000	0
8.374	Pilotage et soutien aux relations avec les Institutions Constitutionnelles	714 362 084	1 890 058 780	0	1 890 058 780	1 175 696 696
<b>8.374.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	564 362 084	1 540 058 780		1 540 058 780	975 696 696
<b>8.374.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	150 000 000	216 000 000		216 000 000	66 000 000
<b>8.374.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>		134 000 000		134 000 000	134 000 000
8.376	Pilotage et soutien à la politique de l'évaluation des politiques publiques	0	275 000 000	0	275 000 000	275 000 000
<b>8.376.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	0	141 000 000		141 000 000	141 000 000
<b>8.376.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>		134 000 000		134 000 000	134 000 000
<b>9</b>	<b>Économie forestière et protection de l'environnement</b>	<b>14 567 174 710</b>	<b>19 944 980 483</b>	<b>0</b>	<b>19 944 980 483</b>	<b>5 377 805 773</b>
<b>9.2</b>	Dépenses de personnel	8 551 042 386	7 440 417 310	0	7 440 417 310	-1 110 625 076
<b>9.3</b>	Dépenses de biens et services	1 216 545 000	612 545 000	0	612 545 000	-604 000 000
<b>9.4</b>	Dépenses de transfert	3 403 034 218	3 310 986 543	0	3 310 986 543	-92 047 675
<b>9.5</b>	Dépenses d'investissement	1 396 553 106	8 581 031 630	0	8 581 031 630	7 184 478 524
9.381	Gestion durable des eaux et des forêts	4 960 008 249	3 394 014 894	0	3 394 014 894	-1 565 993 355
<b>9.381.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	3 618 184 028	2 888 977 773		2 888 977 773	-729 206 255
<b>9.381.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	740 045 000	100 045 000		100 045 000	-640 000 000
<b>9.381.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	404 992 121	404 992 121		404 992 121	0
<b>9.381.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	196 787 100	0		0	-196 787 100
9.388	Industrialisation et valorisation des produits de la filière forêt-bois	119 229 596	141 026 800	0	141 026 800	21 797 204
<b>9.388.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	19 229 596	41 026 800		41 026 800	21 797 204

9.388.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	100 000 000		100 000 000	0
---------	--	-------------	-------------	--	-------------	---

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (4/13)

Codes	Libellés	LFI 2019	Montant hors ADP/LF 2020	Attribution de Produits (ADP)/LF 2020	Montant y compris ADP/LF 2020	Écart
9.395	Conservation de la biodiversité	4 013 999 687	10 575 107 452	0	10 575 107 452	6 561 107 764
9.395.2	Titre 2. Dépenses de personnel	182 022 585	153 912 400		153 912 400	-28 110 185
9.395.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	100 000 000		100 000 000	0
9.395.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 532 211 097	2 440 163 422		2 440 163 422	-92 047 675
9.395.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 199 766 006	7 881 031 630		7 881 031 630	6 681 265 624
9.402	Amélioration du cadre de vie, préservation de l'environnement et développement durable	1 162 044 034	1 914 444 664	0	1 914 444 664	752 400 630
9.402.2	Titre 2. Dépenses de personnel	764 781 034	1 031 181 664		1 031 181 664	266 400 630
9.402.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	126 500 000	112 500 000		112 500 000	-14 000 000
9.402.4	Titre 4. Dépenses de transfert	270 763 000	270 763 000		270 763 000	0
9.402.5	Titre 5. Dépenses d'investissement		500 000 000		500 000 000	500 000 000
9.409	Pilotage et soutien à la politique de l'économie forestière	4 311 893 142	3 920 386 673	0	3 920 386 673	-391 506 469
9.409.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 966 825 142	3 325 318 673		3 325 318 673	-641 506 469
9.409.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	150 000 000	200 000 000		200 000 000	50 000 000
9.409.4	Titre 4. Dépenses de transfert	195 068 000	195 068 000		195 068 000	0
9.409.5	Titre 5. Dépenses d'investissement		200 000 000		200 000 000	200 000 000
<b>10</b>	<b>Communication</b>	<b>27 548 715 955</b>	<b>24 442 057 393</b>	<b>0</b>	<b>24 442 057 393</b>	<b>-3 106 658 562</b>
10.2	Dépenses de personnel	9 974 572 573	8 105 869 734	0	8 105 869 734	-1 868 702 840
10.3	Dépenses de biens et services	1 607 295 563	1 673 295 563	0	1 673 295 563	66 000 000
10.4	Dépenses de transfert	2 638 229 319	2 638 229 319	0	2 638 229 319	0
10.5	Dépenses d'investissement	13 328 618 500	12 024 662 778	0	12 024 662 778	-1 303 955 722
10.416	Économie numérique	16 790 363 334	15 352 274 265	0	15 352 274 265	-1 438 089 069
10.416.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 056 508 271	1 056 374 924		1 056 374 924	-133 347
10.416.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	767 495 563	767 495 563		767 495 563	0
10.416.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 637 741 000	1 637 741 000		1 637 741 000	0
10.416.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	13 328 618 500	11 890 662 778		11 890 662 778	-1 437 955 722
10.423	Communication	5 082 721 615	4 227 662 631	0	4 227 662 631	-855 058 984
10.423.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 837 249 296	2 982 190 312		2 982 190 312	-855 058 984
10.423.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	614 800 000	614 800 000		614 800 000	0
10.423.4	Titre 4. Dépenses de transfert	630 672 319	630 672 319		630 672 319	0
10.430	Poste	158 928 434	737 125 200	0	737 125 200	578 196 766
10.430.2	Titre 2. Dépenses de personnel	14 112 434	592 309 200		592 309 200	578 196 766

Codes	Libellés	LFI 2019	Montant hors ADP/LF 2020	Attribution de Produits (ADP)/LF 2020	Montant y compris ADP/LF 2020	Écart
10.430.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000		75 000 000	0

<b>10.430.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	69 816 000	69 816 000		69 816 000	0
10.437	Pilotage et soutien à la politique de la communication	5 516 702 573	4 124 995 298	0	4 124 995 298	-1 391 707 275
<b>10.437.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	5 066 702 573	3 474 995 298		3 474 995 298	-1 591 707 275
<b>10.437.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	150 000 000	216 000 000		216 000 000	66 000 000
<b>10.437.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	300 000 000	300 000 000		300 000 000	0
<b>10.437.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>		134 000 000		134 000 000	134 000 000
<b>11</b>	<b>Éducation nationale</b>	<b>198 245 108 253</b>	<b>243 560 753 812</b>	<b>1 030 426 650</b>	<b>244 591 180 462</b>	<b>46 346 072 209</b>
<b>11.2</b>	Dépenses de personnel	157 763 290 553	164 831 273 299	0	164 831 273 299	7 067 982 746
<b>11.3</b>	Dépenses de biens et services	11 489 918 500	10 395 000 000	1 030 426 650	11 425 426 650	-64 491 850
<b>11.4</b>	Dépenses de transfert	544 480 513	544 480 513	0	544 480 513	0
<b>11.5</b>	Dépenses d'investissement	28 447 418 688	67 790 000 000	0	67 790 000 000	39 342 581 313
11.444	Enseignement pré-primaire et primaire	47 275 661 325	88 365 979 334	0	88 365 979 334	41 090 318 008
<b>11.444.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	31 665 661 325	63 575 979 334		63 575 979 334	31 910 318 008
<b>11.444.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	1 650 000 000	1 650 000 000		1 650 000 000	0
<b>11.444.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	13 960 000 000	23 140 000 000		23 140 000 000	9 180 000 000
11.451	Enseignement secondaire	130 275 664 449	138 971 160 715	1 030 426 650	140 001 587 365	9 725 922 915
<b>11.451.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	111 288 327 262	86 446 160 715		86 446 160 715	-24 842 166 547
<b>11.451.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	8 644 918 500	7 500 000 000	1 030 426 650	8 530 426 650	-114 491 850
<b>11.451.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	525 000 000	525 000 000		525 000 000	0
<b>11.451.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	9 817 418 688	44 500 000 000		44 500 000 000	34 682 581 313
11.458	Enseignement technique et professionnel	12 641 070 033	8 001 445 772	0	8 001 445 772	-4 639 624 261
<b>11.458.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	7 021 070 033	7 051 445 772		7 051 445 772	30 375 739
<b>11.458.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	950 000 000	950 000 000		950 000 000	0
<b>11.458.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	4 670 000 000	0		0	-4 670 000 000
11.465	Pilotage et soutien à la politique de l'éducation nationale	8 052 712 446	8 222 167 992	0	8 222 167 992	169 455 546
<b>11.465.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	7 788 231 933	7 757 687 479		7 757 687 479	-30 544 454
<b>11.465.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	245 000 000	295 000 000		295 000 000	50 000 000
<b>11.465.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	19 480 513	19 480 513		19 480 513	0
<b>11.465.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>		150 000 000		150 000 000	150 000 000

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (5/13)

Codes	Libellés	LFI 2019	Montant hors ADP/LF 2020	Attribution de Produits (ADP)/LF 2020	Montant y compris ADP/LF 2020	Écart
<b>12</b>	<b>Enseignement supérieur et recherche scientifique</b>	<b>85 935 030 559</b>	<b>85 921 192 219</b>	<b>0</b>	<b>85 921 192 219</b>	<b>-13 838 340</b>
<b>12.2</b>	Dépenses de personnel	31 012 846 376	28 743 095 762	0	28 743 095 762	-2 269 750 614
<b>12.3</b>	Dépenses de biens et services	7 935 068 000	7 935 068 000	0	7 935 068 000	0
<b>12.4</b>	Dépenses de transfert	38 069 116 183	40 043 028 457	0	40 043 028 457	1 973 912 274
<b>12.5</b>	Dépenses d'investissement	8 918 000 000	9 200 000 000	0	9 200 000 000	282 000 000
12.472	Enseignement supérieur	31 352 765 099	29 140 436 084	0	29 140 436 084	-2 212 329 015
<b>12.472.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>14 496 264 966</i>	<i>12 101 935 951</i>		<i>12 101 935 951</i>	<i>-2 394 329 015</i>
<b>12.472.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>3 230 000 000</i>	<i>3 230 000 000</i>		<i>3 230 000 000</i>	<i>0</i>
<b>12.472.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>4 808 500 133</i>	<i>4 808 500 133</i>		<i>4 808 500 133</i>	<i>0</i>
<b>12.472.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>8 818 000 000</i>	<i>9 000 000 000</i>		<i>9 000 000 000</i>	<i>182 000 000</i>
12.479	Recherche scientifique et innovation	14 037 266 346	14 037 773 900	0	14 037 773 900	507 554
<b>12.479.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>13 687 266 346</i>	<i>13 687 773 900</i>		<i>13 687 773 900</i>	<i>507 554</i>
<b>12.479.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>200 000 000</i>	<i>200 000 000</i>		<i>200 000 000</i>	<i>0</i>
<b>12.479.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>150 000 000</i>	<i>150 000 000</i>		<i>150 000 000</i>	<i>0</i>
12.486	Vie de l'étudiant	39 170 028 016	41 405 238 547	0	41 405 238 547	2 235 210 531
<b>12.486.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>1 579 343 965</i>	<i>1 940 642 223</i>		<i>1 940 642 223</i>	<i>361 298 258</i>
<b>12.486.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>4 380 068 000</i>	<i>4 380 068 000</i>		<i>4 380 068 000</i>	<i>0</i>
<b>12.486.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>33 110 616 050</i>	<i>35 084 528 324</i>		<i>35 084 528 324</i>	<i>1 973 912 274</i>
<b>12.486.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>100 000 000</i>	<i>0</i>		<i>0</i>	<i>-100 000 000</i>
12.493	Pilotage et soutien aux politiques de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	1 374 971 099	1 337 743 688	0	1 337 743 688	-37 227 411
<b>12.493.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>1 249 971 099</i>	<i>1 012 743 688</i>		<i>1 012 743 688</i>	<i>-237 227 411</i>
<b>12.493.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>125 000 000</i>	<i>125 000 000</i>		<i>125 000 000</i>	<i>0</i>
<b>12.493.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>		<i>200 000 000</i>		<i>200 000 000</i>	<i>200 000 000</i>
<b>13</b>	<b>Entrepreneuriat et commerce</b>	<b>11 553 227 495</b>	<b>10 476 546 414</b>	<b>0</b>	<b>10 476 546 414</b>	<b>-1 076 681 081</b>
<b>13.2</b>	Dépenses de personnel	6 952 782 765	9 638 450 812	0	9 638 450 812	2 685 668 047
<b>13.3</b>	Dépenses de biens et services	498 215 000	398 215 000	0	398 215 000	-100 000 000
<b>13.4</b>	Dépenses de transfert	1 144 880 602	289 880 602	0	289 880 602	-855 000 000
<b>13.5</b>	Dépenses d'investissement	2 957 349 128	150 000 000	0	150 000 000	-2 807 349 128
13.500	Promotion de l'entrepreneuriat, de l'artisanat et économie sociale	712 094 157	1 892 714 680	0	1 892 714 680	1 180 620 523
<b>13.500.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>352 094 157</i>	<i>1 532 714 680</i>		<i>1 532 714 680</i>	<i>1 180 620 523</i>
<b>13.500.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>120 000 000</i>	<i>120 000 000</i>		<i>120 000 000</i>	<i>0</i>



Codes	Libellés	LFI 2019	Montant hors ADP/LF 2020	Attribution de Produits (ADP)/LF 2020	Montant y compris ADP/LF 2020	Écart
<b>13.500.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	240 000 000	240 000 000		240 000 000	0
13.501	Pilotage et soutien aux politiques de promotion des petites et moyennes entreprises et de l'entreprenariat national	75 000 000	0	0	0	-75 000 000
<b>13.501.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	75 000 000	0		0	-75 000 000
13.507	Promotion des échanges	3 152 777 964	2 498 494 130	0	2 498 494 130	-654 283 834
<b>13.507.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	2 974 682 362	2 320 398 528		2 320 398 528	-654 283 834
<b>13.507.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	128 215 000	128 215 000		128 215 000	0
<b>13.507.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	49 880 602	49 880 602		49 880 602	0
13.519	Pilotage et soutien à la politique de promotion des investissements et des partenariats public-privé	3 887 349 128	0	0	0	-3 887 349 128
<b>13.519.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	75 000 000	0		0	-75 000 000
<b>13.519.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	855 000 000	0		0	-855 000 000
<b>13.519.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	2 957 349 128	0		0	-2 957 349 128
13.514	Pilotage et soutien aux politiques du commerce et des PME-PMI	3 726 006 246	6 085 337 604	0	6 085 337 604	2 359 331 358
<b>13.514.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	3 626 006 246	5 785 337 604		5 785 337 604	2 159 331 358
<b>13.514.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	100 000 000	150 000 000		150 000 000	50 000 000
<b>13.514.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	0	150 000 000		150 000 000	150 000 000
<b>14</b>	<b>Gestion des finances publiques</b>	<b>448 733 953 122</b>	<b>412 612 827 674</b>	<b>0</b>	<b>412 612 827 674</b>	<b>-36 121 125 448</b>
<b>14.1</b>	Charges financières de la dette	255 594 327 259	240 832 164 047	0	240 832 164 047	-14 762 163 212
<b>14.2</b>	Dépenses de personnel	36 097 723 183	32 302 159 023	0	32 302 159 023	-3 795 564 160
<b>14.3</b>	Dépenses de biens et services	139 934 850 240	102 598 339 576	0	102 598 339 576	-37 336 510 664
<b>14.4</b>	Dépenses de transfert	404 000 000	2 456 091 326	0	2 456 091 326	2 052 091 326
<b>14.5</b>	Dépenses d'investissement	12 703 052 440	30 424 073 703	0	30 424 073 703	17 721 021 263
<b>14.6</b>	Autres dépenses	4 000 000 000	4 000 000 000	0	4 000 000 000	0
14.521	Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources	17 848 674 631	16 267 432 274	0	16 267 432 274	-1 581 242 357
<b>14.521.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	6 644 437 421	6 230 677 764		6 230 677 764	-413 759 657
<b>14.521.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	8 727 264 910	6 727 264 910		6 727 264 910	-2 000 000 000
<b>14.521.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	300 000 000	300 000 000		300 000 000	0
<b>14.521.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	2 176 972 300	3 009 489 600		3 009 489 600	832 517 300
14.528	Comptabilité et trésorerie de l'État	12 763 688 794	10 237 191 359	0	10 237 191 359	-2 526 497 435
<b>14.528.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	10 528 414 794	8 301 917 359		8 301 917 359	-2 226 497 435



Codes	Libellés	LFI 2019	Montant hors ADP/LF 2020	Attribution de Produits (ADP)/LF 2020	Montant y compris ADP/LF 2020	Écart
14.528.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 633 274 000	1 633 274 000		1 633 274 000	0
14.528.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 000 000	2 000 000		2 000 000	0
14.528.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	600 000 000	300 000 000		300 000 000	-300 000 000
14.535	Gestion du contentieux de l'État	4 834 118 943	5 716 688 325	0	5 716 688 325	882 569 382
14.535.2	Titre 2. Dépenses de personnel	447 318 943	1 329 888 325		1 329 888 325	882 569 382
14.535.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	386 800 000	386 800 000		386 800 000	0
14.535.6	Titre 6. Autres dépenses	4 000 000 000	4 000 000 000		4 000 000 000	0
14.549	Gestion fiscale	144 258 838 601	113 399 190 603	0	113 399 190 603	-30 859 647 998
14.549.2	Titre 2. Dépenses de personnel	7 069 624 131	7 213 197 404		7 213 197 404	143 573 273
14.549.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	127 788 134 330	91 864 373 199		91 864 373 199	-35 923 761 131
14.549.4	Titre 4. Dépenses de transfert	75 000 000	75 000 000		75 000 000	0
14.549.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	9 326 080 140	14 246 620 000		14 246 620 000	4 920 539 860

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (6/13)

Codes	Libellés	LFI 2019	Montant hors ADP/LF 2020	Attribution de Produits (ADP)/LF 2020	Montant y compris ADP/LF 2020	Écart
14.556	Engagements financiers de l'État	255 594 327 259	240 832 164 047	0	240 832 164 047	-14 762 163 212
14.556.1	Titre 1. Charges financières de la dette	255 594 327 259	240 832 164 047		240 832 164 047	-14 762 163 212
14.563	Gestion de la dette	1 431 483 125	1 281 206 000	0	1 281 206 000	-150 277 125
14.563.2	Titre 2. Dépenses de personnel	650 381 125	500 104 000		500 104 000	-150 277 125
14.563.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	454 102 000	454 102 000		454 102 000	0
14.563.4	Titre 4. Dépenses de transfert	27 000 000	27 000 000		27 000 000	0
14.563.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	300 000 000	300 000 000		300 000 000	0
14.570	Gestion de la commande publique	527 070 471	297 395 880	0	297 395 880	-229 674 591
14.570.2	Titre 2. Dépenses de personnel	427 070 471	197 395 880		197 395 880	-229 674 591
14.570.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	100 000 000		100 000 000	0
14.542	Pilotage et soutien à la politique de gestion des finances publiques	11 475 751 299	24 581 559 186	0	24 581 559 186	13 105 807 888
14.542.2	Titre 2. Dépenses de personnel	10 330 476 299	8 528 978 291		8 528 978 291	-1 801 498 008
14.542.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	845 275 000	1 432 525 467		1 432 525 467	587 250 467
14.542.4	Titre 4. Dépenses de transfert	0	2 052 091 326		2 052 091 326	2 052 091 326
14.542.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	300 000 000	12 567 964 103		12 567 964 103	12 267 964 103

Codes	Libellés	LFI 2019	Montant hors ADP/LF 2020	Attribution de Produits (ADP)/LF 2020	Montant y compris ADP/LF 2020	Écart
<b>15</b>	<b>Constructions, logements et équipements collectifs</b>	<b>175 763 533 390</b>	<b>142 946 140 727</b>	<b>0</b>	<b>142 946 140 727</b>	<b>-32 817 392 663</b>
15.2	Dépenses de personnel	15 876 397 828	10 893 085 334	0	10 893 085 334	-4 983 312 494
15.3	Dépenses de biens et services	685 000 000	835 000 000	0	835 000 000	150 000 000
15.4	Dépenses de transfert	7 012 448 000	6 050 738 000	0	6 050 738 000	-961 710 000
15.5	Dépenses d'investissement	152 189 687 561	125 167 317 393	0	125 167 317 393	-27 022 370 169
15.584	Urbanisation et amélioration du cadre de vie	6 666 145 351	4 531 627 482	0	4 531 627 482	-2 134 517 869
15.584.2	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	2 698 187 205	2 562 347 482		2 562 347 482	-135 839 723
15.584.3	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	160 000 000	160 000 000		160 000 000	0
15.584.4	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	2 859 280 000	1 809 280 000		1 809 280 000	-1 050 000 000
15.584.5	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	948 678 146	0		0	-948 678 146
15.577	Logement	507 730 744	1 556 886 908	0	1 556 886 908	1 049 156 164
15.577.2	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	256 062 744	1 305 218 908		1 305 218 908	1 049 156 164
15.577.3	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	75 000 000	75 000 000		75 000 000	0
15.577.4	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	176 668 000	176 668 000		176 668 000	0
15.595	Pilotage et soutien à la politique de l'urbanisme et du logement	3 269 425 451	1 354 130 600	0	1 354 130 600	-1 915 294 851
15.595.2	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	3 169 425 451	965 840 600		965 840 600	-2 203 584 851
15.595.3	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	100 000 000	150 000 000		150 000 000	50 000 000
15.595.4	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>		88 290 000		88 290 000	88 290 000
15.595.5	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>		150 000 000		150 000 000	150 000 000
15.591	Équipement et Infrastructures	162 812 042 647	132 097 576 713	0	132 097 576 713	-30 714 465 934
15.591.2	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	7 394 533 232	3 103 759 320		3 103 759 320	-4 290 773 912
15.591.3	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	200 000 000	200 000 000		200 000 000	0
15.591.4	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	3 976 500 000	3 976 500 000		3 976 500 000	0
15.591.5	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	151 241 009 415	124 817 317 393		124 817 317 393	-26 423 692 022
15.598	Pilotage et soutien aux politiques des transports, de l'équipement, des infrastructures et des travaux publics	2 508 189 196	3 405 919 024	0	3 405 919 024	897 729 828
15.598.2	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	2 358 189 196	2 955 919 024		2 955 919 024	597 729 828
15.598.3	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	150 000 000	250 000 000		250 000 000	100 000 000
15.598.5	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>		200 000 000		200 000 000	200 000 000
<b>16</b>	<b>Industrie et mines</b>	<b>2 839 689 846</b>	<b>3 641 117 763</b>	<b>0</b>	<b>3 641 117 763</b>	<b>801 427 916</b>
16.2	Dépenses de personnel	2 143 902 203	3 154 875 928	0	3 154 875 928	1 010 973 725
16.3	Dépenses de biens et services	280 000 000	205 000 000	0	205 000 000	-75 000 000
16.4	Dépenses de transfert	415 787 643	281 241 835	0	281 241 835	-134 545 808
16.605	Gestion et contrôle des activités minières	1 481 544 730	1 032 444 304	0	1 032 444 304	-449 100 426

Codes	Libellés	LFI 2019	Montant hors ADP/LF 2020	Attribution de Produits (ADP)/LF 2020	Montant y compris ADP/LF 2020	Écart
16.605.2	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	1 279 481 730	830 381 304		830 381 304	-449 100 426
16.605.3	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	75 000 000	75 000 000		75 000 000	0
16.605.4	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	127 063 000	127 063 000		127 063 000	0
16.612	Régulation et stratégie industrielles	1 283 145 116	2 608 673 459	0	2 608 673 459	1 325 528 342
16.612.2	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	864 420 473	2 324 494 624		2 324 494 624	1 460 074 151
16.612.3	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	130 000 000	130 000 000		130 000 000	0
16.612.4	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	288 724 643	154 178 835		154 178 835	-134 545 808
16.615	Pilotage et soutien à la politique l'industrie et de l'entreprenariat national	75 000 000	0	0	0	-75 000 000
16.615.3	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	75 000 000	0		0	-75 000 000
<b>17</b>	<b>Transports</b>	<b>22 525 139 732</b>	<b>41 409 498 727</b>	<b>157 414 800</b>	<b>41 566 913 527</b>	<b>19 041 773 795</b>
17.2	Dépenses de personnel	6 669 257 320	3 848 257 948	0	3 848 257 948	-2 820 999 372
17.3	Dépenses de biens et services	985 000 000	450 000 000	157 414 800	607 414 800	-377 585 200
17.4	Dépenses de transfert	5 031 526 579	5 031 526 579	0	5 031 526 579	0
17.5	Dépenses d'investissement	9 839 355 833	32 079 714 200	0	32 079 714 200	22 240 358 367
17.626	Transports terrestres	17 098 250 460	37 087 855 025	157 414 800	37 245 269 825	20 147 019 365
17.626.2	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	2 271 354 841	1 219 601 040		1 219 601 040	-1 051 753 801
17.626.3	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	350 000 000	150 000 000	157 414 800	307 414 800	-42 585 200
17.626.4	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	4 637 539 785	4 637 539 785		4 637 539 785	0
17.626.5	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	9 839 355 833	31 080 714 200		31 080 714 200	21 241 358 367

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (7/13)

Codes	Libellés	LFI 2019	Montant hors ADP/LF 2020	Attribution de Produits (ADP) /LF 2020	Montant y compris ADP /LF 2020	Écart
17.633	Transport aérien et par voie d'eau	3 186 159 200	4 321 643 702	0	4 321 643 702	1 135 484 502
17.633.2	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	2 232 172 406	2 628 656 908		2 628 656 908	396 484 502
17.633.3	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	560 000 000	300 000 000		300 000 000	-260 000 000
17.633.4	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	393 986 794	393 986 794		393 986 794	0
17.633.5	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>		999 000 000		999 000 000	999 000 000
17.640	Pilotage et soutien à la politique des transports	2 240 730 073	0	0	0	-2 240 730 073
17.640.2	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	2 165 730 073	0		0	-2 165 730 073
17.640.3	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	75 000 000	0		0	-75 000 000
<b>18</b>	<b>Jeunesse, sports et loisirs</b>	<b>16 312 888 870</b>	<b>18 190 524 473</b>	<b>0</b>	<b>18 190 524 473</b>	<b>1 877 635 603</b>
18.2	Dépenses de personnel	6 331 650 177	5 690 763 280	0	5 690 763 280	-640 886 897
18.3	Dépenses de biens et services	2 175 000 000	2 241 000 000	0	2 241 000 000	66 000 000
18.4	Dépenses de transfert	1 860 861 194	1 860 861 194	0	1 860 861 194	0

Codes	Libellés	LFI 2019	Montant hors ADP/LF 2020	Attribution de Produits (ADP)/LF 2020	Montant y compris ADP/LF 2020	Écart
<b>18.5</b>	Dépenses d'investissement	5 945 377 500	8 397 900 000	0	8 397 900 000	2 452 522 500
18.647	Sports et loisirs	10 106 779 189	12 490 167 160	0	12 490 167 160	2 383 387 971
<b>18.647.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	820 004 295	884 869 766		884 869 766	64 865 471
<b>18.647.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	2 000 000 000	2 000 000 000		2 000 000 000	0
<b>18.647.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	1 341 397 394	1 341 397 394		1 341 397 394	0
<b>18.647.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	5 945 377 500	8 263 900 000		8 263 900 000	2 318 522 500
18.654	Vie associative	257 584 552	608 590 988	0	608 590 988	351 006 436
<b>18.654.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	207 584 552	558 590 988		558 590 988	351 006 436
<b>18.654.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	50 000 000	50 000 000		50 000 000	0
18.658	Jeunesse	262 808 000	262 808 000	0	262 808 000	0
<b>18.658.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	50 000 000	50 000 000		50 000 000	0
<b>18.658.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	212 808 000	212 808 000		212 808 000	0
18.661	Pilotage et soutien aux politiques de sports et de la culture	5 685 717 130	4 828 958 326	0	4 828 958 326	-856 758 804
<b>18.661.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	5 304 061 330	4 247 302 526		4 247 302 526	-1 056 758 804
<b>18.661.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	75 000 000	141 000 000		141 000 000	66 000 000
<b>18.661.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	306 655 800	306 655 800		306 655 800	0
<b>18.661.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>		134 000 000		134 000 000	134 000 000
<b>19</b>	<b>Justice</b>	<b>25 015 323 951</b>	<b>30 499 803 228</b>	<b>0</b>	<b>30 499 803 228</b>	<b>5 484 479 277</b>
<b>19.2</b>	Dépenses de personnel	22 487 212 523	25 551 603 228	0	25 551 603 228	3 064 390 706
<b>19.3</b>	Dépenses de biens et services	1 863 200 000	2 138 200 000	0	2 138 200 000	275 000 000
<b>19.4</b>	Dépenses de transfert	664 911 429	310 000 000	0	310 000 000	-354 911 429
<b>19.5</b>	Dépenses d'investissement	0	2 500 000 000	0	2 500 000 000	2 500 000 000
19.668	Justice judiciaire et administrative	9 633 988 432	7 501 835 016	0	7 501 835 016	-2 132 153 416
<b>19.668.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	8 469 077 004	6 591 835 016		6 591 835 016	-1 877 241 988
<b>19.668.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	500 000 000	600 000 000		600 000 000	100 000 000
<b>19.668.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	664 911 429	310 000 000		310 000 000	-354 911 429
19.675	Sécurité pénitentiaire	3 032 360 876	4 264 516 592	0	4 264 516 592	1 232 155 716
<b>19.675.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	2 032 360 876	1 664 516 592		1 664 516 592	-367 844 284
<b>19.675.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	1 000 000 000	1 100 000 000		1 100 000 000	100 000 000
<b>19.675.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>		1 500 000 000		1 500 000 000	1 500 000 000
19.682	Pilotage et soutien à la politique de la justice et des droits humains	11 786 701 204	18 306 760 660	0	18 306 760 660	6 520 059 456
<b>19.682.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	11 648 501 204	17 018 560 660		17 018 560 660	5 370 059 456
<b>19.682.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	138 200 000	288 200 000		288 200 000	150 000 000
<b>19.682.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>		1 000 000 000		1 000 000 000	1 000 000 000

Codes	Libellés	LFI 2019	Montant hors ADP/LF 2020	Attribution de Produits (ADP)/LF 2020	Montant y compris ADP/LF 2020	Écart
19.689	Culture des droits de l'homme	195 825 983	351 690 960	0	351 690 960	155 864 977
<b>19.689.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	120 825 983	276 690 960		276 690 960	155 864 977
<b>19.689.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	75 000 000	75 000 000		75 000 000	0
19.694	Égalité des Chances	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
<b>19.694.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	75 000 000	75 000 000		75 000 000	0
19.696	Pilotage et soutien à la politique de l'égalité des chances	291 447 456	0	0	0	-291 447 456
<b>19.696.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	216 447 456	0		0	-216 447 456
<b>19.696.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	75 000 000	0		0	-75 000 000
<b>21</b>	<b>Pouvoirs publics</b>	<b>91 287 068 354</b>	<b>113 388 109 067</b>	<b>0</b>	<b>113 388 109 067</b>	<b>22 101 040 714</b>
<b>21.2</b>	Dépenses de personnel	30 504 299 885	30 943 826 327	0	30 943 826 327	439 526 442
<b>21.3</b>	Dépenses de biens et services	29 961 019 900	35 177 536 677	0	35 177 536 677	5 216 516 777
<b>21.4</b>	Dépenses de transfert	7 417 023 569	5 571 687 635	0	5 571 687 635	-1 845 335 934
<b>21.5</b>	Dépenses d'investissement	23 404 725 000	41 695 058 428	0	41 695 058 428	18 290 333 428
21.717	Présidence de la République	41 037 375 718	37 289 991 769	0	37 289 991 769	-3 747 383 949
<b>21.717.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	12 594 306 718	6 486 769 672		6 486 769 672	-6 107 537 046
<b>21.717.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	8 585 000 000	5 035 473 077		5 035 473 077	-3 549 526 923
<b>21.717.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	1 358 069 000	267 749 020		267 749 020	-1 090 319 980
<b>21.717.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	18 500 000 000	25 500 000 000		25 500 000 000	7 000 000 000
21.724	Assemblée Nationale	18 764 472 291	36 218 630 442	0	36 218 630 442	17 454 158 151
<b>21.724.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	5 383 747 291	7 593 361 427		7 593 361 427	2 209 614 136
<b>21.724.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	8 583 000 000	12 856 653 700		12 856 653 700	4 273 653 700
<b>21.724.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	2 343 000 000	3 268 615 315		3 268 615 315	925 615 315
<b>21.724.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	2 454 725 000	12 500 000 000		12 500 000 000	10 045 275 000
21.731	Sénat	15 814 226 354	21 611 061 237	0	21 611 061 237	5 796 834 883
<b>21.731.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	3 753 485 085	6 214 561 237		6 214 561 237	2 461 076 152
<b>21.731.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	8 402 610 000	12 120 000 000		12 120 000 000	3 717 390 000
<b>21.731.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	3 158 131 269	1 776 500 000		1 776 500 000	-1 381 631 269
<b>21.731.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	500 000 000	1 500 000 000		1 500 000 000	1 000 000 000

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (8/13)

Codes	Libellés	LFI 2019	Montant hors ADP/LF 2020	Attribution de Produits (ADP)/LF 2020	Montant y compris ADP/LF 2020	Écart
21.738	Cour Constitutionnelle	6 661 106 483	7 214 094 275	0	7 214 094 275	552 987 792
<b>21.738.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	1 317 005 183	2 456 934 547		2 456 934 547	1 139 929 364
<b>21.738.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	3 748 778 000	3 748 778 000		3 748 778 000	0
<b>21.738.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	195 323 300	195 323 300		195 323 300	0
<b>21.738.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	1 400 000 000	813 058 428		813 058 428	-586 941 572
21.234	Cour de Cassation	3 700 285 034	4 933 777 412	0	4 933 777 412	1 233 492 378
<b>21.234.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	3 433 653 134	4 767 145 512		4 767 145 512	1 333 492 378
<b>21.234.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	116 631 900	116 631 900		116 631 900	0
<b>21.234.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	50 000 000	50 000 000		50 000 000	0
<b>21.234.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	100 000 000	0		0	-100 000 000
21.241	Cour des Comptes	4 266 455 743	4 197 967 008	0	4 197 967 008	-68 488 735
<b>21.241.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	3 853 955 743	2 552 467 008		2 552 467 008	-1 301 488 735
<b>21.241.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	400 000 000	751 000 000		751 000 000	351 000 000
<b>21.241.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	12 500 000	12 500 000		12 500 000	0
<b>21.241.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	0	882 000 000		882 000 000	882 000 000
21.248	Conseil d'État	1 043 146 731	1 922 586 924	0	1 922 586 924	879 440 193
<b>21.248.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	168 146 731	872 586 924		872 586 924	704 440 193
<b>21.248.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	125 000 000	549 000 000		549 000 000	424 000 000
<b>21.248.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	300 000 000	1 000 000		1 000 000	-299 000 000
<b>21.248.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	450 000 000	500 000 000		500 000 000	50 000 000
<b>22</b>	<b>Prévoyance sociale</b>	<b>90 071 735 253</b>	<b>46 425 211 244</b>	<b>0</b>	<b>46 425 211 244</b>	<b>-43 646 524 009</b>
<b>22.2</b>	Dépenses de personnel	10 647 787 309	11 559 710 580	0	11 559 710 580	911 923 271
<b>22.3</b>	Dépenses de biens et services	510 000 000	585 000 000	0	585 000 000	75 000 000
<b>22.4</b>	Dépenses de transfert	78 913 947 944	33 280 500 664	0	33 280 500 664	-45 633 447 280
<b>22.5</b>	Dépenses d'investissement	0	1 000 000 000	0	1 000 000 000	1 000 000 000
22.752	Protection et promotion de la famille	6 976 728 437	7 475 981 069	0	7 475 981 069	499 252 632
<b>22.752.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	6 210 169 613	6 509 422 245		6 509 422 245	299 252 632
<b>22.752.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	160 000 000	160 000 000		160 000 000	0
<b>22.752.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	606 558 824	806 558 824		806 558 824	200 000 000
22.759	Solidarité nationale	7 266 116 581	7 204 274 115	0	7 204 274 115	-61 842 466
<b>22.759.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	4 346 836 581	4 784 994 115		4 784 994 115	438 157 534
<b>22.759.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	200 000 000	200 000 000		200 000 000	0
<b>22.759.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	2 719 280 000	2 219 280 000		2 219 280 000	-500 000 000
22.766	Protection sociale	75 753 890 235	30 594 956 060	0	30 594 956 060	-45 158 934 175
<b>22.766.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	90 781 115	265 294 220		265 294 220	174 513 105

Codes	Libellés	LFI 2019	Montant hors ADP/LF 2020	Attribution de Produits (ADP)/LF 2020	Montant y compris ADP/LF 2020	Écart
<b>22.766.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	75 000 000	75 000 000		75 000 000	0
<b>22.766.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	75 588 109 120	30 254 661 840		30 254 661 840	-45 333 447 280
22.773	Pilotage et soutien à la politique de protection sociale	75 000 000	0	0	0	-75 000 000
<b>22.773.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	75 000 000	0		0	-75 000 000
22.775	Pilotage et soutien aux politiques de suivi de la mise en œuvre de la stratégie des investissements humains et des ODD	0	150 000 000	0	150 000 000	150 000 000
<b>22.775.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>		50 000 000		50 000 000	50 000 000
<b>22.775.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>		100 000 000		100 000 000	100 000 000
22.778	Pilotage et soutien à la politique de promotion et de l'intégration de la femme au développement	0	1 000 000 000	0	1 000 000 000	1 000 000 000
<b>22.778.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>		100 000 000		100 000 000	100 000 000
<b>22.778.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>		900 000 000		900 000 000	900 000 000
<b>23</b>	<b>Provisions</b>	<b>4 345 819 346</b>	<b>9 163 981 112</b>	<b>0</b>	<b>9 163 981 112</b>	<b>4 818 161 766</b>
<b>23.3</b>	Dépenses de biens et services	2 428 492 369	808 200 985	0	808 200 985	-1 620 291 384
<b>23.4</b>	Dépenses de transfert	1 100 334 020	1 137 110 500	0	1 137 110 500	36 776 480
<b>23.5</b>	Dépenses d'investissement	816 992 957	7 218 669 627	0	7 218 669 627	6 401 676 670
23.780	Dotations pour dépenses accidentelles et imprévisibles	4 345 819 346	9 163 981 112	0	9 163 981 112	4 818 161 766
<b>23.780.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	2 428 492 369	808 200 985		808 200 985	-1 620 291 384
<b>23.780.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	1 100 334 020	1 137 110 500		1 137 110 500	36 776 480
<b>23.780.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	816 992 957	7 218 669 627		7 218 669 627	6 401 676 670
<b>24</b>	<b>Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières</b>	<b>35 033 060 570</b>	<b>46 655 269 996</b>	<b>0</b>	<b>46 655 269 996</b>	<b>11 622 209 426</b>
<b>24.2</b>	Dépenses de personnel	9 667 703 918	4 192 366 688	0	4 192 366 688	-5 475 337 230
<b>24.3</b>	Dépenses de biens et services	1 025 000 000	1 125 000 000	0	1 125 000 000	100 000 000
<b>24.4</b>	Dépenses de transfert	5 106 326 532	1 386 326 532	0	1 386 326 532	-3 720 000 000
<b>24.5</b>	Dépenses d'investissement	19 234 030 120	39 951 576 776	0	39 951 576 776	20 717 546 656
24.787	Gestion, promotion et valorisation des ressources énergétiques	15 211 924 697	3 378 939 191	0	3 378 939 191	-11 832 985 506
<b>24.787.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	294 857 676	272 030 100		272 030 100	-22 827 576
<b>24.787.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	75 000 000	75 000 000		75 000 000	0
<b>24.787.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	3 231 909 091	31 909 091		31 909 091	-3 200 000 000
<b>24.787.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	11 610 157 930	3 000 000 000		3 000 000 000	-8 610 157 930
24.794	Gestion des ressources hydrauliques et assainissement	7 856 936 202	37 563 869 576	0	37 563 869 576	29 706 933 374



Codes	Libellés	LFI 2019	Montant hors ADP/LF 2020	Attribution de Produits (ADP)/LF 2020	Montant y compris ADP/LF 2020	Écart
24.794.2	Titre 2. Dépenses de personnel	195 664 012	444 892 800		444 892 800	249 228 788
24.794.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	300 000 000	300 000 000		300 000 000	0
24.794.4	Titre 4. Dépenses de transfert	687 400 000	167 400 000		167 400 000	-520 000 000
24.794.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	6 673 872 190	36 651 576 776		36 651 576 776	29 977 704 586

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (9/13)

Codes	Libellés	LFI 2019	Montant hors ADP/LF 2020	Attributions de Produits (ADP)/LF 2020	Montant y compris ADP/LF 2020	Écart
24.801	Gestion de la radioactivité	264 531 661	178 525 000	0	178 525 000	-86 006 661
24.801.2	Titre 2. Dépenses de personnel	126 500 661	40 494 000		40 494 000	-86 006 661
24.801.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000		75 000 000	0
24.801.4	Titre 4. Dépenses de transfert	63 031 000	63 031 000		63 031 000	0
24.808	Pilotage et soutien aux politiques énergétique, hydraulique et nucléaire	668 276 360	435 075 000	0	435 075 000	-233 201 360
24.808.2	Titre 2. Dépenses de personnel	593 276 360	160 075 000		160 075 000	-433 201 360
24.808.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	125 000 000		125 000 000	50 000 000
24.808.5	Titre 5. Dépenses d'investissement		150 000 000		150 000 000	150 000 000
24.815	Gestion et contrôle des activités pétrolières	4 073 148 555	2 096 329 421	0	2 096 329 421	-1 976 819 134
24.815.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 699 162 114	672 342 980		672 342 980	-1 026 819 134
24.815.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	300 000 000	300 000 000		300 000 000	0
24.815.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 123 986 441	1 123 986 441		1 123 986 441	0
24.815.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	950 000 000	0		0	-950 000 000
24.822	Pilotage et soutien aux politiques pétrolières et d'hydrocarbures	6 958 243 094	3 002 531 808	0	3 002 531 808	-3 955 711 286
24.822.2	Titre 2. Dépenses de personnel	6 758 243 094	2 602 531 808		2 602 531 808	-4 155 711 286
24.822.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	250 000 000		250 000 000	50 000 000
24.822.5	Titre 5. Dépenses d'investissement		150 000 000		150 000 000	150 000 000
<b>25</b>	<b>Santé</b>	<b>115 020 085 210</b>	<b>116 884 897 055</b>	<b>0</b>	<b>116 884 897 055</b>	<b>1 864 811 844</b>
25.2	Dépenses de personnel	68 287 051 269	70 077 261 293	0	70 077 261 293	1 790 210 024
25.3	Dépenses de biens et services	16 954 271 380	19 694 727 778	0	19 694 727 778	2 740 456 398
25.4	Dépenses de transfert	11 373 910 999	10 773 910 999	0	10 773 910 999	-600 000 000
25.5	Dépenses d'investissement	18 404 851 563	16 338 996 985	0	16 338 996 985	-2 065 854 578
25.829	Prévention et sécurité sanitaire	21 443 879 457	25 799 727 798	0	25 799 727 798	4 355 848 341
25.829.2	Titre 2. Dépenses de personnel	15 240 372 462	18 355 764 405		18 355 764 405	3 115 391 943



Codes	Libellés	LFI 2019	Montant hors ADP/LF 2020	Attribution de Produits (ADP)/LF 2020	Montant y compris ADP/LF 2020	Écart
<b>25.829.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	3 092 271 380	4 832 727 778		4 832 727 778	1 740 456 398
<b>25.829.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	3 111 235 615	2 111 235 615		2 111 235 615	-1 000 000 000
<b>25.829.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	0	500 000 000		500 000 000	500 000 000
25.836	Offre et accès aux soins	84 460 885 071	82 412 729 428	0	82 412 729 428	-2 048 155 642
<b>25.836.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	46 615 718 124	46 933 417 060		46 933 417 060	317 698 935
<b>25.836.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	11 187 000 000	11 187 000 000		11 187 000 000	0
<b>25.836.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	8 253 315 384	8 653 315 384		8 653 315 384	400 000 000
<b>25.836.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	18 404 851 563	15 638 996 985		15 638 996 985	-2 765 854 578
25.843	Lutte contre le SIDA	2 654 615 511	3 881 227 440	0	3 881 227 440	1 226 611 929
<b>25.843.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	120 255 511	346 867 440		346 867 440	226 611 929
<b>25.843.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	2 525 000 000	3 525 000 000		3 525 000 000	1 000 000 000
<b>25.843.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	9 360 000	9 360 000		9 360 000	0
25.850	Pilotage et soutien à la politique sanitaire	6 460 705 171	4 791 212 388	0	4 791 212 388	-1 669 492 783
<b>25.850.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	6 310 705 171	4 441 212 388		4 441 212 388	-1 869 492 783
<b>25.850.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	150 000 000	150 000 000		150 000 000	0
<b>25.850.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	0	200 000 000		200 000 000	200 000 000
<b>26</b>	<b>Sécurité</b>	<b>50 077 999 849</b>	<b>56 191 904 861</b>	<b>0</b>	<b>56 191 904 861</b>	<b>6 113 905 012</b>
<b>26.2</b>	Dépenses de personnel	47 752 999 849	51 341 904 861	0	51 341 904 861	3 588 905 012
<b>26.3</b>	Dépenses de biens et services	2 300 000 000	2 300 000 000	0	2 300 000 000	0
<b>26.4</b>	Dépenses de transfert	25 000 000	50 000 000	0	50 000 000	25 000 000
<b>26.5</b>	Dépenses d'investissement	0	2 500 000 000	0	2 500 000 000	2 500 000 000
26.857	Gendarmerie nationale	3 900 682 701	6 421 719 184	0	6 421 719 184	2 521 036 483
<b>26.857.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	2 900 682 701	5 421 719 184		5 421 719 184	2 521 036 483
<b>26.857.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	1 000 000 000	1 000 000 000		1 000 000 000	0
26.864	Police nationale	46 177 317 148	49 770 185 677	0	49 770 185 677	3 592 868 529
<b>26.864.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	44 852 317 148	45 920 185 677		45 920 185 677	1 067 868 529
<b>26.864.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	1 300 000 000	1 300 000 000		1 300 000 000	0
<b>26.864.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	25 000 000	50 000 000		50 000 000	25 000 000
<b>26.864.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>		2 500 000 000		2 500 000 000	2 500 000 000
<b>27</b>	<b>Stratégie économique</b>	<b>102 128 746 377</b>	<b>89 213 859 029</b>	<b>0</b>	<b>89 213 859 029</b>	<b>-12 914 887 347</b>
<b>27.2</b>	Dépenses de personnel	15 420 330 014	6 709 623 851	0	6 709 623 851	-8 710 706 163
<b>27.3</b>	Dépenses de biens et services	1 681 933 467	1 445 348 843	0	1 445 348 843	-236 584 624
<b>27.4</b>	Dépenses de transfert	26 403 882 895	21 177 849 378	0	21 177 849 378	-5 226 033 518
<b>27.5</b>	Dépenses d'investissement	4 122 600 000	9 044 321 990	0	9 044 321 990	4 921 721 990
<b>27.6</b>	Autres dépenses	54 500 000 000	50 836 714 967	0	50 836 714 967	-3 663 285 033
27.871	Élaboration et pilotage politique économique	86 709 094 848	83 935 606 497	0	83 935 606 497	-2 773 488 351
<b>27.871.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	3 666 866 280	3 890 963 128		3 890 963 128	224 096 848

Codes	Libellés	LFI 2019	Montant hors ADP/LF 2020	Attribution de Produits (ADP)/LF 2020	Montant y compris ADP/LF 2020	Écart
27.871.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	706 000 000	865 665 843		865 665 843	159 665 843
27.871.4	Titre 4. Dépenses de transfert	23 713 628 569	19 631 940 569		19 631 940 569	-4 081 688 000
27.871.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	4 122 600 000	8 710 321 990		8 710 321 990	4 587 721 990
27.871.6	Titre 6. Autres dépenses	54 500 000 000	50 836 714 967		50 836 714 967	-3 663 285 033

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (10/13)

Codes	Libellés	LFI 2019	Montant hors ADP/LF 2020	Attribution de Produits (ADP)/LF 2020	Montant y compris ADP/LF 2020	Écart
27.878	Concurrence et protection consommateur	3 704 259 496	3 813 706 724	0	3 813 706 724	109 447 228
27.878.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 709 213 495	2 818 660 723		2 818 660 723	109 447 228
27.878.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	438 683 000	438 683 000		438 683 000	0
27.878.4	Titre 4. Dépenses de transfert	556 363 000	556 363 000		556 363 000	0
27.887	Appui à la stratégie d'investissement	0	1 189 545 808	0	1 189 545 808	1 189 545 808
27.787.4	Titre 4. Dépenses de transfert		989 545 808		989 545 808	989 545 808
27.787.5	Titre 5. Dépenses d'investissement		200 000 000		200 000 000	200 000 000
27.518	Pilotage et soutien aux politiques de promotion des investissements et des partenariats publics privés	0	275 000 000	0	275 000 000	275 000 000
27.518.3	Titre 3. Dépenses de biens et services		141 000 000		141 000 000	141 000 000
27.519.5	Titre 5. Dépenses d'investissement		134 000 000		134 000 000	134 000 000
27.885	Pilotage et soutien à la politique de régulation et de stratégie économique	11 715 392 032	0	0	0	-11 715 392 032
27.885.2	Titre 2. Dépenses de personnel	9 044 250 239	0		0	-9 044 250 239
27.885.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	537 250 467	0		0	-537 250 467
27.885.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 133 891 326	0		0	-2 133 891 326
<b>28</b>	<b>Fonction publique et modernisation de l'État</b>	<b>7 505 998 258</b>	<b>11 627 150 152</b>	<b>0</b>	<b>11 627 150 152</b>	<b>4 121 151 894</b>
28.2	Dépenses de personnel	5 994 241 258	9 905 393 152	0	9 905 393 152	3 911 151 894
28.3	Dépenses de biens et services	1 237 051 000	1 237 051 000	0	1 237 051 000	0
28.4	Dépenses de transfert	274 706 000	284 706 000	0	284 706 000	10 000 000
28.5	Dépenses d'investissement	0	200 000 000	0	200 000 000	200 000 000
28.892	Fonction publique	4 339 107 866	4 012 630 412	0	4 012 630 412	-326 477 454
28.892.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 462 820 866	3 126 343 412		3 126 343 412	-336 477 454
28.892.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	601 581 000	601 581 000		601 581 000	0
28.892.4	Titre 4. Dépenses de transfert	274 706 000	284 706 000		284 706 000	10 000 000
28.899	Modernisation de l'État	373 449 832	775 796 468	0	775 796 468	402 346 636
28.899.2	Titre 2. Dépenses de personnel	233 449 832	635 796 468		635 796 468	402 346 636

Codes	Libellés	LFI 2019	Montant hors ADP/LF 2020	Attribution de Produits (ADP)/LF 2020	Montant y compris ADP/LF 2020	Écart
<b>28.899.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	140 000 000	140 000 000		140 000 000	0
28.906	Pilotage et soutien à la politique de fonction publique	2 793 440 560	6 838 723 272	0	6 838 723 272	4 045 282 712
<b>28.906.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	2 297 970 560	6 143 253 272		6 143 253 272	3 845 282 712
<b>28.906.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	495 470 000	495 470 000		495 470 000	0
<b>28.906.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>		200 000 000		200 000 000	200 000 000
<b>29</b>	<b>Travail, emploi et formation professionnelle</b>	<b>28 634 052 938</b>	<b>46 470 488 397</b>	<b>988 290 000</b>	<b>47 458 778 397</b>	<b>18 824 725 459</b>
<b>29.2</b>	Dépenses de personnel	8 342 686 224	5 361 623 165	0	5 361 623 165	-2 981 063 059
<b>29.3</b>	Dépenses de biens et services	2 121 974 000	598 874 000	988 290 000	1 587 164 000	-534 810 000
<b>29.4</b>	Dépenses de transfert	599 330 000	949 330 000	0	949 330 000	350 000 000
<b>29.5</b>	Dépenses d'investissement	17 570 062 714	39 560 661 232	0	39 560 661 232	21 990 598 518
29.913	Promotion de l'emploi et du travail décent	4 734 200 487	3 897 207 395	988 290 000	4 885 497 395	151 296 908
<b>29.913.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	2 812 896 487	3 074 003 395		3 074 003 395	261 106 908
<b>29.913.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	1 321 974 000	223 874 000	988 290 000	1 212 164 000	-109 810 000
<b>29.913.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	599 330 000	599 330 000		599 330 000	0
29.920	Formation professionnelle	21 118 009 348	42 573 281 002	0	42 573 281 002	21 455 271 654
<b>29.920.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	2 822 946 634	2 287 619 770		2 287 619 770	-535 326 864
<b>29.920.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	725 000 000	375 000 000		375 000 000	-350 000 000
<b>29.920.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>		350 000 000		350 000 000	350 000 000
<b>29.920.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	17 570 062 714	39 560 661 232		39 560 661 232	21 990 598 518
29.927	Pilotage et soutien aux politiques du travail, de l'emploi, de la formation technique et professionnelle	2 781 843 103	0	0	0	-2 781 843 103
<b>29.927.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	2 706 843 103	0		0	-2 706 843 103
<b>29.927.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	75 000 000	0		0	-75 000 000
<b>30</b>	<b>Dépenses transversales</b>	<b>47 684 837 659</b>	<b>76 128 706 209</b>	<b>0</b>	<b>76 128 706 209</b>	<b>1 157 852 092</b>
<b>30.3</b>	Dépenses de biens et services	30 884 837 659	26 148 706 209	0	26 148 706 209	-4 736 131 450
<b>30.4</b>	Dépenses de transfert	7 450 000 000	7 450 000 000	0	7 450 000 000	0
<b>30.5</b>	Dépenses d'investissement	3 350 000 000	6 500 000 000	0	6 500 000 000	3 150 000 000
<b>30.6</b>	Autres dépenses	6 000 000 000	36 030 000 000	0	36 030 000 000	30 030 000 000
30.934	Dotation pour dépenses d'utilité publique	20 441 723 500	15 705 592 050	0	15 705 592 050	-4 736 131 450
<b>30.934.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	20 441 723 500	15 705 592 050		15 705 592 050	-4 736 131 450
30.941	Dotation pour dépenses à caractère politique	6 000 000 000	9 000 000 000	0	9 000 000 000	3 000 000 000
<b>30.941.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	6 000 000 000	6 000 000 000		6 000 000 000	0
<b>30.941.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	0	3 000 000 000		3 000 000 000	3 000 000 000
30.948	Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations	9 528 114 159	9 878 114 159	0	9 878 114 159	350 000 000

Codes	Libellés	LFI 2019	Montant hors ADP/LF 2020	Attribution de Produits (ADP)/LF 2020	Montant y compris ADP/LF 2020	Écart
<b>30.948.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	8 378 114 159	8 378 114 159		8 378 114 159	0
<b>30.948.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	1 150 000 000	1 500 000 000		1 500 000 000	350 000 000
30.962	Dotation pour frais de transport et de déplacement	565 000 000	565 000 000	0	565 000 000	0
<b>30.962.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	565 000 000	565 000 000		565 000 000	0
30.969	Dotation pour primes d'assurance	1 000 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0
<b>30.969.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	1 000 000 000	1 000 000 000		1 000 000 000	0
30.976	Dotation pour dépenses d'inhumation	1 750 000 000	1 750 000 000	0	1 750 000 000	0
<b>30.976.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	500 000 000	500 000 000		500 000 000	0
<b>30.976.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	1 250 000 000	1 250 000 000		1 250 000 000	0

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (11/13)

Codes	Libellés	LFI 2019	Montant hors ADP/LF 2020	Attribution de Produits (ADP)/LF 2020	Montant y compris ADP/LF 2020	Écart
30.983	Dotation pour aides aux familles	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0
<b>30.983.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	200 000 000	200 000 000		200 000 000	0
30.990	Dotation pour assistance aux réformes des finances publiques	200 000 000	0	0	0	-200 000 000
<b>30.990.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	200 000 000	0		0	-200 000 000
30.997	Dotation pour dépenses d'équipement de l'Administration	1 500 000 000	1 500 000 000	0	1 500 000 000	0
<b>30.997.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	1 500 000 000	1 500 000 000		1 500 000 000	0
30.998	Dotation pour fonds d'études sectorielles	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0
<b>30.998.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	500 000 000	500 000 000		500 000 000	0
30.955	Dotation pour divers contentieux	6 000 000 000	36 030 000 000	0	36 030 000 000	30 030 000 000
<b>30.955.6</b>	<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	6 000 000 000	36 030 000 000		36 030 000 000	30 030 000 000
<b>31</b>	<b>Autorités administratives indépendantes et de régulation</b>	<b>4 000 495 421</b>	<b>5 158 347 513</b>	<b>0</b>	<b>5 158 347 513</b>	<b>1 157 852 092</b>
<b>31.2</b>	Dépenses de personnel	2 155 756 981	1 859 609 073	0	1 859 609 073	-296 147 908
<b>31.3</b>	Dépenses de biens et services	1 071 617 000	1 465 617 000	0	1 465 617 000	394 000 000
<b>31.4</b>	Dépenses de transfert	582 709 440	842 709 440	0	842 709 440	260 000 000
<b>31.5</b>	Dépenses d'investissement	190 412 000	990 412 000	0	990 412 000	800 000 000

Codes	Libellés	LFI 2019	Montant hors ADP/LF 2020	Attribution de Produits (ADP)/LF 2020	Montant y compris ADP/LF 2020	Écart
31.285	Agence de régulation du secteur de l'eau potable et de l'Energie Electrique (ARSEE)	25 000 000	137 964 800	0	137 964 800	112 964 800
<b>31.285.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>		12 964 800		12 964 800	12 964 800
<b>31.285.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	25 000 000	125 000 000		125 000 000	100 000 000
31.250	Agence Nationale des Investigations Financières (ANIF)	564 503 329	556 465 440	0	556 465 440	-8 037 889
<b>31.250.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	35 037 889	27 000 000		27 000 000	-8 037 889
<b>31.250.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	529 465 440	529 465 440		529 465 440	0
31.255	Centre Gabonais des Élections (CGE)	556 819 114	398 544 800	0	398 544 800	-158 274 314
<b>31.255.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	326 819 114	168 544 800		168 544 800	-158 274 314
<b>31.255.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	230 000 000	230 000 000		230 000 000	0
31.262	Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI)	845 459 425	1 915 350 689	0	1 915 350 689	1 069 891 264
<b>31.262.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	668 842 425	784 733 689		784 733 689	115 891 264
<b>31.262.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	166 617 000	460 617 000		460 617 000	294 000 000
<b>31.262.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	10 000 000	70 000 000		70 000 000	60 000 000
<b>31.262.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>		600 000 000		600 000 000	600 000 000
31.283	Commission Nationale des droits de l'Homme	83 271 072	167 600 000	0	167 600 000	84 328 928
<b>31.283.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	8 271 072	17 600 000		17 600 000	9 328 928
<b>31.283.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	75 000 000	75 000 000		75 000 000	0
<b>31.283.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>		50 000 000		50 000 000	50 000 000
<b>31.283.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>		25 000 000		25 000 000	25 000 000
31.291	Commission Nationale de Protection des Données à caractère Personnel	347 099 489	448 242 000	0	448 242 000	101 142 511
<b>31.291.2</b>	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	147 099 489	23 242 000		23 242 000	-123 857 489
<b>31.291.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	200 000 000	200 000 000		200 000 000	0
<b>31.291.4</b>	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>		50 000 000		50 000 000	50 000 000
<b>31.291.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>		175 000 000		175 000 000	175 000 000
31.295	Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP)	390 412 000	490 412 000	0	490 412 000	100 000 000

Codes	Libellés	LFI 2019	Montant hors ADP/LF 2020	Attribution de Produits (ADP)/LF 2020	Montant y compris ADP/LF 2020	Écart
31.295.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	300 000 000		300 000 000	100 000 000
31.295.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	190 412 000	190 412 000		190 412 000	0
31.227	Haute Autorité de la Communication (HAC)	1 187 930 992	1 043 767 784	0	1 043 767 784	-144 163 208
31.227.2	Titre 2. Dépenses de personnel	969 686 992	825 523 784		825 523 784	-144 163 208
31.227.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	200 000 000		200 000 000	0
31.227.4	Titre 4. Dépenses de transfert	18 244 000	18 244 000		18 244 000	0
<b>Total budget général</b>		<b>1 907 870 825 107</b>	<b>1 924 791 901 957</b>	<b>2 176 131 450</b>	<b>1 926 968 033 407</b>	<b>19 097 208 300</b>
	Titre 1. Charges financières de la dette	255 594 327 259	240 832 164 047	0	240 832 164 047	-14 762 163 212
	Titre 2. Dépenses de personnel	672 760 000 000	661 034 435 900	0	661 034 435 900	-11 725 564 100
	Titre 3. Dépenses de biens et services	288 538 431 217	250 071 545 345	2 176 131 450	252 247 676 795	-36 290 754 422
	Titre 4. Dépenses de transfert	245 434 697 804	168 761 221 984	0	168 761 221 984	-76 673 475 820
	Titre 5. Dépenses d'investissement	381 043 368 827	513 225 819 715	0	513 225 819 715	132 182 450 887
	Titre 6. Autres dépenses	64 500 000 000	90 866 714 967	0	90 866 714 967	26 366 714 967
<b>60</b>	<b>Pensions</b>	<b>61 556 778 925</b>	<b>59 767 490 606</b>	<b>0</b>	<b>59 767 490 606</b>	<b>-1 789 288 319</b>
<b>60.4</b>	Dépenses de transfert	61 556 778 925	59 767 490 606	0	59 767 490 606	-1 789 288 319
60.703	Pensions civiles, militaires et contractuels de l'État	54 255 531 761	52 678 470 860	0	52 678 470 860	-1 577 060 901
<b>60.703.4</b>	Titre 4. Dépenses de transfert	54 255 531 761	52 678 470 860		52 678 470 860	-1 577 060 901
60.710	Pensions spéciales	7 301 247 164	7 089 019 746	0	7 089 019 746	-212 227 418
<b>60.710.4</b>	Titre 4. Dépenses de transfert	7 301 247 164	7 089 019 746		7 089 019 746	-212 227 418

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (12/13)

Codes	Libellés	LFI 2019	Montant hors ADP/LF 2020	Attribution de Produits (ADP) /LF 2020	Montant y compris ADP/LF 2020	Écart
<b>61</b>	<b>Service universel des communications électroniques</b>	<b>2 394 424 740</b>	<b>2 394 424 740</b>	<b>0</b>	<b>2 394 424 740</b>	<b>0</b>
<b>61.5</b>	Dépenses d'investissement	2 394 424 740	2 394 424 740	0	2 394 424 740	0
61.145	Accès généralisé des services de la téléphonie mobile et d'internet	2 394 424 740	2 394 424 740	0	2 394 424 740	0
<b>61.145.5</b>	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 394 424 740	2 394 424 740		2 394 424 740	0
<b>62</b>	<b>Prestations familiales et sociales</b>	<b>16 500 000 000</b>	<b>16 500 000 000</b>	<b>0</b>	<b>16 500 000 000</b>	<b>0</b>
<b>62.4</b>	Dépenses de transfert	16 500 000 000	16 500 000 000	0	16 500 000 000	0
62.985	Aide à l'enfance	12 000 000 000	12 000 000 000	0	12 000 000 000	0
<b>62.985.4</b>	Titre 4. Dépenses de transfert	12 000 000 000	12 000 000 000		12 000 000 000	0
62.986	Aide à la maternité	4 500 000 000	4 500 000 000	0	4 500 000 000	0
<b>62.986.4</b>	Titre 4. Dépenses de transfert	4 500 000 000	4 500 000 000		4 500 000 000	0
<b>63</b>	<b>Promotion du sport</b>	<b>4 217 706 314</b>	<b>5 088 483 932</b>	<b>0</b>	<b>5 088 483 932</b>	<b>870 777 619</b>
<b>63.3</b>	Dépenses de biens et services	2 108 853 157	2 544 241 966	0	2 544 241 966	435 388 809
<b>63.5</b>	Dépenses d'investissement	2 108 853 157	2 544 241 966	0	2 544 241 966	435 388 809

Codes	Libellés	LFI 2019	Montant hors ADP/LF 2020	Attribution de Produits (ADP) /LF 2020	Montant y compris ADP/LF 2020	Écart
63.233	Sport pour tous, sport de proximité	2 108 853 157	2 544 241 966	0	2 544 241 966	435 388 809
<b>63.233.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	1 054 426 578	1 272 120 983		1 272 120 983	217 694 405
<b>63.233.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	1 054 426 578	1 272 120 983		1 272 120 983	217 694 405
63.235	Sport amateur, d'élite et professionnel	2 108 853 157	2 544 241 966	0	2 544 241 966	435 388 809
<b>63.235.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	1 054 426 578	1 272 120 983		1 272 120 983	217 694 405
<b>63.235.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	1 054 426 578	1 272 120 983		1 272 120 983	217 694 405
<b>64</b>	<b>Promotion audiovisuelle et cinématographique</b>	<b>1 899 036 000</b>	<b>2 031 968 520</b>	<b>0</b>	<b>2 031 968 520</b>	<b>132 932 520</b>
<b>64.3</b>	Dépenses de biens et services	633 012 000	677 322 840	0	677 322 840	44 310 840
<b>64.5</b>	Dépenses d'investissement	1 266 024 000	1 354 645 680	0	1 354 645 680	88 621 680
64.433	Production des contenus audiovisuels	1 120 688 615	1 015 984 260	0	1 015 984 260	-104 704 355
<b>64.433.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	373 562 871	338 661 420		338 661 420	-34 901 451
<b>64.433.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	747 125 744	677 322 840		677 322 840	-69 802 904
64.434	Production des contenus cinématographiques	778 347 385	1 015 984 260	0	1 015 984 260	237 636 875
<b>64.434.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	259 449 129	338 661 420		338 661 420	79 212 291
<b>64.434.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	518 898 256	677 322 840		677 322 840	158 424 584
<b>65</b>	<b>Formation pour l'emploi</b>	<b>2 296 476 000</b>	<b>2 411 299 800</b>	<b>0</b>	<b>2 411 299 800</b>	<b>114 823 800</b>
<b>65.3</b>	Dépenses de biens et services	765 492 000	803 766 600	0	803 766 600	38 274 600
<b>65.5</b>	Dépenses d'investissement	1 530 984 000	1 607 533 200	0	1 607 533 200	76 549 200
65.923	Formation initiale	1 148 238 000	1 205 649 900	0	1 205 649 900	57 411 900
<b>65.923.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	382 746 000	401 883 300		401 883 300	19 137 300
<b>65.923.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	765 492 000	803 766 600		803 766 600	38 274 600
65.924	Formation continue	1 148 238 000	1 205 649 900	0	1 205 649 900	57 411 900
<b>65.924.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	382 746 000	401 883 300		401 883 300	19 137 300
<b>65.924.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	765 492 000	803 766 600		803 766 600	38 274 600
<b>66</b>	<b>Service public de l'eau et de l'électricité</b>	<b>0</b>	<b>7 844 251 811</b>	<b>0</b>	<b>7 844 251 811</b>	<b>7 844 251 811</b>
<b>66.3</b>	Dépenses de biens et services	0	2 353 275 543	0	2 353 275 543	2 353 275 543
<b>66.5</b>	Dépenses d'investissement	0	5 490 976 268	0	5 490 976 268	5 490 976 268
66.517	Gestion de l'énergie électrique dans les collectivités locales	0	1 020 810 527	0	1 020 810 527	1 020 810 527
<b>66.517.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>		306 243 158		306 243 158	306 243 158
<b>66.517.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>		714 567 369		714 567 369	714 567 369
66.518	Gestion du service public de l'eau potable dans les collectivités locales	0	6 823 441 285	0	6 823 441 285	6 823 441 285
<b>66.518.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>		2 047 032 385		2 047 032 385	2 047 032 385
<b>66.518.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>		4 776 408 899		4 776 408 899	4 776 408 899
<b>67</b>	<b>CAS Salubrité publique</b>	<b>0</b>	<b>10 480 000 000</b>	<b>0</b>	<b>10 480 000 000</b>	<b>10 480 000 000</b>
<b>67.3</b>	Dépenses de biens et services	0	480 000 000	0	480 000 000	480 000 000
<b>67.5</b>	Dépenses d'investissement	0	10 000 000 000	0	10 000 000 000	10 000 000 000
67.607	Assainissement des collectivités locales	0	10 480 000 000	0	10 480 000 000	10 480 000 000
<b>67.607.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>		480 000 000		480 000 000	480 000 000



Codes	Libellés	LFI 2019	Montant hors ADP/LF 2020	Attribution de Produits (ADP) /LF 2020	Montant y compris ADP/LF 2020	Écart
<b>67.607.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>		10 000 000 000		10 000 000 000	10 000 000 000
<b>68</b>	<b>CAS Gestion du patrimoine routier et qualité des carburants</b>	<b>17 939 147 668</b>	<b>13 042 900 000</b>	<b>0</b>	<b>13 042 900 000</b>	<b>-4 896 247 668</b>
<b>68.3</b>	Dépenses de biens et services	1 793 914 767	1 304 290 000	0	1 304 290 000	-489 624 767
<b>68.5</b>	Dépenses d'investissement	16 145 232 902	11 738 610 000	0	11 738 610 000	-4 406 622 902
68.931	Gestion du patrimoine routier	16 145 232 902	11 738 610 000	0	11 738 610 000	-4 406 622 901
<b>68.931.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	0	1 173 861 000		1 173 861 000	1 173 861 000
<b>68.931.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	16 145 232 902	10 564 749 000		10 564 749 000	-5 580 483 901
68.932	Contrôle de la qualité des produits pétroliers	1 793 914 767	1 304 290 000	0	1 304 290 000	-489 624 767
<b>68.932.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	1 793 914 767	130 429 000		130 429 000	-1 663 485 767
<b>68.932.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	0	1 173 861 000		1 173 861 000	1 173 861 000



Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (13/13)

Codes	Libellés	LFI 2019	Montant hors ADP/LF 2020	Attribution de Produits (ADP)/LF 2020	Montant y compris ADP/LF 2020	Écart
<b>69</b>	<b>Financement de l'habitat</b>	<b>4 442 428 687</b>	<b>5 174 543 593</b>	<b>0</b>	<b>5 174 543 593</b>	<b>732 114 906</b>
<b>69.3</b>	Dépenses de biens et services	888 485 737	1 034 908 719	0	1 034 908 719	146 422 981
<b>69.5</b>	Dépenses d'investissement	3 553 942 949	4 139 634 874	0	4 139 634 874	585 691 925
69.938	Offre de logement	3 998 185 818	4 657 089 233	0	4 657 089 233	658 903 416
<b>69.938.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>444 242 869</i>	<i>517 454 359</i>		<i>517 454 359</i>	<i>73 211 491</i>
<b>69.938.5</b>	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>3 553 942 949</i>	<i>4 139 634 874</i>		<i>4 139 634 874</i>	<i>585 691 925</i>
69.939	Accès au logement	444 242 869	517 454 359	0	517 454 359	73 211 491
<b>69.939.3</b>	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>444 242 869</i>	<i>517 454 359</i>		<i>517 454 359</i>	<i>73 211 491</i>
<b>Total CAS</b>		<b>111 245 998 333</b>	<b>124 735 363 002</b>	<b>0</b>	<b>124 735 363 002</b>	<b>13 489 364 669</b>
	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>6 189 757 661</i>	<i>9 197 805 668</i>		<i>9 197 805 668</i>	<i>3 008 048 007</i>
	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>78 056 778 925</i>	<i>76 267 490 606</i>		<i>76 267 490 606</i>	<i>-1 789 288 319</i>
	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>26 999 461 748</i>	<i>39 270 066 728</i>		<i>39 270 066 728</i>	<i>12 270 604 981</i>
<b>Total budget de l'État</b>		<b>2 019 116 823 440</b>	<b>2 049 527 264 959</b>	<b>2 176 131 450</b>	<b>2 051 703 396 409</b>	<b>32 586 572 969</b>
	<i>Titre 1. Charges financières de la dette</i>	<i>255 594 327 259</i>	<i>240 832 164 047</i>	<i>0</i>	<i>240 832 164 047</i>	<i>-14 762 163 212</i>
	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>672 760 000 000</i>	<i>661 034 435 900</i>	<i>0</i>	<i>661 034 435 900</i>	<i>-11 725 564 100</i>
	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>294 728 188 878</i>	<i>259 269 351 013</i>	<i>2 176 131 450</i>	<i>261 445 482 463</i>	<i>-33 282 706 414</i>
	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>323 491 476 729</i>	<i>245 028 712 590</i>	<i>0</i>	<i>245 028 712 590</i>	<i>-78 462 764 139</i>
	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>408 042 830 575</i>	<i>552 495 886 443</i>	<i>0</i>	<i>552 495 886 443</i>	<i>144 453 055 868</i>
	<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	<i>64 500 000 000</i>	<i>90 866 714 967</i>	<i>0</i>	<i>90 866 714 967</i>	<i>26 366 714 967</i>

**Article 53 :** Aucun budget annexe n'est prévu pour l'année budgétaire 2020.

## CHAPITRE 2 : DES PLAFONDS DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS

**Article 54 :** Les plafonds d'autorisations d'emplois des ministères, des autorités administratives et des institutions sont globalement arrêtés à 101.638 agents.

La masse salariale indexée à ces effectifs est fixée à six cent soixante un milliards trente-quatre millions quatre cent trente-cinq mille neuf cent (661.034.435.900) FCFA.

Le détail de ces plafonds se présente ainsi qu'il suit :

**Tableau de plafonds d'autorisations d'emplois de l'Etat par ministère**

Codes	Libellés	Effectifs	Masse salariale
15	Primature	885	6 733 995 948
21	Ministère des Relations avec les Institutions Constitutionnelles et les Autorités Administratives Indépendantes	271	1 584 278 780
22	Ministère de la Justice	4 174	25 551 603 228
25	Ministère des Affaires Etrangères	641	7 020 937 786
31	Ministère de la Défense Nationale	20 891	138 937 075 274
41	Ministère de l'Emploi, de la Fonction Publique, du Travail et de la Formation Professionnelle chargé du Dialogue Social	2 227	15 267 016 317
42	Ministère de l'Intérieur	8 637	50 139 652 743
43	Ministère de la Communication	1 430	8 105 869 734
44	Ministère de la Décentralisation, de la Cohésion et du Développement des Territoires	181	879 116 920
51	Ministère de l'Economie et des Finances	7 074	38 910 786 074
55	Ministère du Tourisme, du Commerce, des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Industrie	2 276	12 792 167 840
61	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage, de la Pêche et de l'Alimentation	1 624	7 520 697 742
62	Ministère des Eaux, des Forêts, de la Mer, de l'Environnement, chargé du Plan Climat, des Objectifs de Développement Durable et du Plan d'Affectation des Terres	1 479	7 440 417 310
64	Ministère des Transports, de l'Équipement, des Infrastructures et de l'Habitat	4 408	15 370 557 162
67	Ministère de l'Energie et des Ressources Hydrauliques	170	930 456 700
68	Ministère du Pétrole, du Gaz, des Hydrocarbures et des Mines	622	4 105 256 092
81	Ministère de l'Education Nationale, chargé de la Formation Civique	22 004	164 877 231 299
83	Ministère des Sports chargé de la Vie Associative	775	5 690 763 280
84	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et du Transfert de Technologies	3 342	28 743 095 762
85	Ministère de la Culture et des Arts	886	4 539 896 362
91	Ministère de la Santé	11 841	70 077 261 293
93	Ministère de la Promotion et de l'Intégration de la Femme au Développement chargé de la lutte contre les Violences faites aux Femmes, du Suivi de la Stratégie de l'Investissement Humain et des Solidarités Nationales	2 505	11 687 707 380
	<b>Total Ministères</b>	<b>98 343</b>	<b>626 905 841 024</b>

**Tableau de plafonds d'autorisations d'emplois de l'Etat***(Autorités autonomes et Institutions)*

Codes	Libellés	Effectifs	Masse salariale
11	Présidence de la République	1 018	6 486 769 672
12	Sénat	128	6 214 561 237
13	Assemblée Nationale	814	7 593 361 427
14	Conseil d'Etat	136	872 586 924
16	Cour Constitutionnelle	99	2 456 934 547
17	Cour des Comptes	269	2 552 467 008
18	Cour de Cassation	360	4 767 145 512
26	Conseil Economique, Social et Environnemental	117	1 160 825 876
27	Haute Autorité de la Communication	87	825 523 784
28	Conseil National de la Démocratie	6	195 818 400
29	Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite	50	784 733 689
46	Centre Gabonais des Elections	19	168 544 800
47	Médiature de la République	3	8 480 000
48	Commission Nationale de Protection des Données à Caractère Personnel	6	23 242 000
49	Commission Nationale des Droits de l'Homme	3	17 600 000
	<b>Total Entités Autonomes et Institutions</b>	<b>3 115</b>	<b>34 128 594 876</b>
	<b>Total général</b>	<b>101 458</b>	<b>661 034 435 900</b>

**Article 55** : La hausse de la masse salariale au sein des établissements publics et assimilés est désormais conditionnée par la preuve de leurs capacités à autofinancer durablement pendant au moins quinze ans, l'augmentation des charges de personnel induite par de nouveaux recrutements ou la revalorisation de leur grille salariale.

Tous les établissements publics et assimilés sont tenus de déclarer auprès des services du Ministère en charge des Finances, le bilan et les résultats prévisionnels sur une période de cinq ans au moins et les états des dépenses de personnel comprenant les informations ci-après :

- la liste nominative et l'état de salaires ou traitements annuels de chaque agent ;
- le plan de gestion prévisionnelle des effectifs sur quinze ans ;
- les fiches de postes de chaque agent.

## TITRE II : DES GARANTIES CONSENTIES PAR L'ETAT

**Article 56 :** Le Gouvernement ne consent aucune garantie au titre de l'année budgétaire 2020.

## TITRE III : DES CONVENTIONS DE PRETS AVEC LES BAILLEURS DE FONDS

**Article 57 :** Le niveau des nouvelles conventions de prêts projets avec les bailleurs de fonds est arrêté à dix-neuf milliards sept cent quatre-vingt millions (19.780.000.000) FCFA.

**Article 58 :** Le niveau global des tirages des nouvelles et anciennes conventions est arrêté, pour l'année 2020, à deux cent quarante-six milliards soixante-seize millions six cent treize mille huit cent cinquante-neuf (246.076.613.859) FCFA.

Le détail de ces tirages se présente, en millions de FCFA, ainsi qu'il suit :

### Tableau détaillé des tirages sur financements extérieurs

Créancier	Libellé projet	Montant
<b>Tirages prêts projets</b>		<b>246 077</b>
<b>Tirages en cours</b>		<b>226 297</b>
Agence Française de Développement (AFD)	RENFORCEMENT DES STRUCTURES SANITAIRES (PNDS II)	8 515
Agence Française de Développement (AFD)	PROG. INVEST. SECTEUR EDUCATION	39 300
Agence Française de Développement (AFD)	REHABILITATION TRANSGABONAIS	19 650
Exim Bank China	ROUTE FORASOL MBEGHA	18 000
Exim Bank China	CONSTRUCT. 3 CENTRES FORMATION PROFESSIONNELLE	17 391
Exim Bank China	ROUTE POG OMBOOUE	2 312
Banque Africaine de Développement (BAD)	APPUI EMPLOYABILITE DES JEUNES	10 029
Banque Africaine de Développement (BAD)	APPUI AU POGRAHME GRAINE	2 272
Banque Africaine de Développement (BAD)	APPUI A LA DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE GABONAISE (PADEG)	12 347
Banque Islamique de Développement (BID)	AMENAGEMENT BASSIN VERSANT TERRE NOUVELLE	8 353
Banque Mondiale	PROJET APPUI EMPLOYABILITE DES JEUNES	10 099
Banque Mondiale	PROG. DVPT INFRASTRUCTURES LOCALES II	12 298
Banque Mondiale	RENF. CAPACITES SERVICES RURAUX	13 341
Banque Mondiale	E-GABON	8 028
Banque Mondiale	DORSALE TELECOMMUNICATION P. II	3 613
Banque Mondiale	DEVELOPPEMENT DE LA STATISTIQUE AU GABON	3 958
Fonds International de Développement Agricole (FIDA)	PROJET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL	1 637
China Construction Bank (CCB)	CONCEPTION ET CONSTRUCTION PALAIS DES SPORTS LBV	7 264
UKF/SANTANDER	TRAVAUX DE REHABILITATION ET D'AMENAGEMENT DES VOIRIES MUNICIPALES DE LIBREVILLE PHASE 2 (TRANCHE 1)	27 892
<b>Tirages nouvelles conventions de prêts projets</b>		<b>19 780</b>
Banque Africaine de Développement (BAD)	PROGRAMME INTEGRE POUR ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT VOLET EAU POTABLE	19 780
<b>Tirages nouvelles conventions de prêts programmes</b>		<b>144 325</b>
<b>Total tirages prêts programmes sur emprunts multilatéraux</b>		<b>144 325</b>
Banque Mondiale	APPUI BUDGETAIRE 2017-2019	115 000
Fonds Monétaire International	APPUI BUDGETAIRE 2017-2019	29 325
<b>Tirages emprunts sur marchés financiers internationaux</b>		<b>585 424</b>
EUROBOND 10 ANS		585 424

Total tirages sur financements extérieurs

975 826

**TITRE IV : DES DONS**

**Article 59 :** Le niveau des dons est arrêté à dix-sept milliards cent trois millions cinq cent quarante-un mille neuf cent trente-six (17.103.541.936) FCFA.

Le détail de ces dons se présente, en millions de FCFA, ainsi qu'il suit :

**Tableau détaillé des dons**

	MONTANT (En millions de FCFA)
<b>TOTAL TIRAGES DONS</b>	<b>17 104</b>
<b>BANQUE MONDIALE</b>	<b>1 662</b>
Projet d'Appui à la Gestion Durable des Ecosystème	148
Renforcement des capacités de gestion des risques de catastrophe dans la CEEAC	223
Gestion des Conflits Hommes- Eléphants	1 291
<b>AFD</b>	<b>5 442</b>
Financement du Projet ELEPHANT	2 432
Initiative pour la Foret de l'Afrique Centrale (CAFI)	1 859
Arc Emeraude de gestion des aires protégées autour de Libreville	1 151
<b>EXIMBANK CHINA</b>	<b>10 000</b>
Réfection de l'Assemblée Nationale	10 000

**TITRE V : DES PRETS ET AVANCES**

**Article 60 :** Les prêts, avances et dépôts se présentent ainsi qu'il suit :

**Tableau résumé des prêts et dépôts**

<i>Prêts et avances</i>	LFI 2019	LF 2020	Ecart LFI 2019/LF 2020	
<b>Prêts et avances</b>	<b>244 216</b>	<b>171 746</b>	<b>-72 470</b>	<b>-29,67%</b>
Fonds Souverain de la RG	98 413	-	-98 413	-100,00%
Prêts nets à SOGARA	28 331	-	-28 331	-100,00%
Dépôts BEAC	117 472	171 746	54 274	46,20%

**TITRE VI : DES DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES**

**Article 61 :** L'exécution des dépenses au titre des comptes d'affectation spéciale, en abrégé CAS, et des attributions des produits obéit à la procédure d'engagement-liquidation-ordonnancement-paiement applicable au budget général de l'Etat.

Les virements au titre de l'exécution de l'année en cours, ne peuvent excéder 2% des crédits ouverts et doivent être immédiatement communiqués pour information au Parlement.

**Article 62 :** La prise en compte d'un projet d'investissement dans la loi de finances ou dans la banque de projets d'investissement public, dont le coût de réalisation est supérieur à vingt milliards (20.000.000.000) FCFA, est conditionnée par la réalisation préalable de l'étude coût-bénéfice.

A cet effet, il est créé une banque de projets d'investissements publics recensant l'ensemble des projets, quel que soit leur mode de financement. Cette banque de projets est un fichier unique de la liste des projets publics ayant fait l'objet d'une étude préalable.

**Article 63 :** Toute personne dépositaire de l'autorité publique qui engage l'Etat sans en avoir l'habilitation sera tenue au remboursement des sommes exposées en réparation des dommages causés, conformément aux dispositions des textes en vigueur.

**Article 64** : Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application de la présente loi.

**Article 65** : La présente loi, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistrée, publiée au Journal Officiel et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Libreville, le 22 janvier 2020

Par le Président de la République,  
Chef de l'Etat

Ali BONGO ONDIMBA

*Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement*  
Julien NKOGHE BEKALE

*Le Ministre de l'Economie et des Finances*  
Jean-Marie OGANDAGA

---

**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

---

*Décret n°00002/PR du 22 janvier 2020 portant promulgation de la loi n°014/2019 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2020*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,  
CHEF DE L'ETAT ;

Vu la Constitution, notamment en son article 17, alinéa 1<sup>er</sup> ;

**D E C R E T E :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Est promulguée la loi n°014/2019 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2020.

**Article 2** : Le présent décret sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 22 janvier 2020

Par le Président de la République,  
Chef de l'Etat

Ali BONGO ONDIMBA

---

---



**Je désire m'abonner au Journal Officiel pendant :**Six (6) mois  Un (1) an  — Particulier  Entreprise  Administration 

Nom : ..... Prénoms : .....

Raison Sociale : .....

Ville : ..... Pays : ..... Boite postale : ..... Tél : .....

E-mail : .....

**Mode de Règlement :**

- Chèque

- Espèces

- Mandat express

- Virement

  
  
  


Date :

Signature :

DESTINATIONS	1 an (en FCFA)	6 mois (en FCFA)
Libreville.....	26.000	13.000
Intérieur Gabon.....	28.000	14.000
Afrique équatoriale, Nigeria, Zaïre.....	30.000	15.000
Autres pays d'Afrique noire francophone.....	31.000	15.000
Autre pays d'Afrique.....	32.000	16.000
France.....	32.000	16.000
Europe.....	36.000	18.000
Amérique, Moyen-Orient.....	40.000	20.000
Asie, Océanie.....	42.000	21.000

**BULLETIN A DECOUPER ET A RENVOYER A LA DIRECTION DES PUBLICATIONS OFFICIELLES**  
**405, AVENUE COLONEL PARANT**  
**BP 563 LIBREVILLE / TEL (+241) 72 01 04**